



EUROBAROMETRE 67.2

L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPEENNE

PRINTEMPS 2007

RAPPORT NATIONAL

LUXEMBOURG

Sondage commandité et coordonné par la Direction générale Communication.

Ce rapport a été réalisé pour la Représentation de la Commission européenne au Luxembourg.

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.
Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que leurs auteurs.

Eurobaromètre 67.2 - Edition standard - Printemps 2007

La perception des politiques de l'UE et de ses institutions

L'opinion des habitants du Luxembourg

Etude réalisée pour le compte de la
Représentation de la Commission européenne
au Luxembourg

Ce document ne reflète pas les points de vue de la Commission européenne
Toutes interprétations ou opinions exprimées dans ce rapport
sont celles de l'auteur

12 juillet 2007

Représentation de la Commission européenne au Luxembourg
7 rue Marché aux Herbes L-2920 Luxembourg Tel. 4301 32925
E-mail : comm-rep-lux@ec.europa.eu

Sondage Eurobaromètre au Luxembourg

Diminution notable du soutien à de futurs élargissements de l'UE

Si le chômage demeure la préoccupation majeure, le logement s'ajoute aux préoccupations des résidents du Luxembourg

Le premier semestre 2007 est marqué au Luxembourg par un taux de chômage en régression. Bien qu'il soit toujours parmi les plus faibles de l'UE, il constitue cependant le problème qui focalise le plus l'opinion publique, malgré une situation économique marquée par une croissance dépassant les 6%. Aux problèmes du marché de l'emploi s'ajoutent ceux du logement et de l'inflation, dus à la continuelle hausse des prix, du coût de la vie en général et de l'immobilier en particulier.

Le sondage Eurobaromètre 67.2 a été réalisé par la Commission européenne au printemps 2007 dans, au total, 30 pays ou territoires: les 27 Etats membres, deux pays candidats (Croatie et Turquie) et le territoire de la Communauté chypriote turque. Il fait le point sur la vie des citoyens et la perception que ceux-ci en ont. Sont analysées également l'image de l'Union européenne et la confiance dans les institutions politiques européennes et nationales.

L'échantillon des sondages Eurobaromètre est d'environ 1.000 personnes par Etat membre. Le Luxembourg fait exception avec un échantillon composé de 511 personnes pour l'EB 67.2 représentatives de la population du Luxembourg (trois quarts de personnes de nationalité luxembourgeoise et un quart de ressortissants des autres Etats membres de l'UE). Dans son commentaire, le rapport spécial, élaboré pour le compte de la Représentation de la Commission européenne au Luxembourg, se réfère donc aux habitants du Luxembourg, entité plus large que les seuls citoyens de nationalité luxembourgeoise.

Entre satisfaction de la vie menée et pessimisme par rapport à l'évolution du marché du travail

Les habitants du Luxembourg sont à 92% satisfaits de la vie qu'ils mènent. La plupart des habitants ne s'attendent pas à ce que leur situation personnelle change au cours de l'année à venir, mais à l'horizon d'ici cinq ans, 40% s'attendent à une amélioration de leur situation personnelle. Si on s'attend pour les douze mois à venir à une détérioration du marché de travail en général, bien peu nombreuses sont les personnes qui prévoient une évolution négative de leur propre situation professionnelle, constat identique qu'au printemps 2006.

La confiance accordée aux institutions nationales et européennes et le sentiment d'appartenance à l'Union

Depuis 2005, la confiance des habitants du Luxembourg dans les institutions nationales et vis-à-vis de l'Union européenne a de nouveau augmenté, même s'ils accordent généralement une confiance plus grande à leurs institutions par rapport à l'Union dans son ensemble. Le degré de confiance le plus important revient au Gouvernement, suivi de la Chambre des députés. Nous constatons une hausse de 8 points de la confiance accordée à l'UE depuis le sondage Eurobaromètre de printemps 2006. Pour 74% de la population du Luxembourg, appartenir à l'Union est une bonne chose. Malgré cela, 22% sont cependant de l'avis que le Luxembourg n'a pas tiré de bénéfices de cette appartenance.

L'image de l'Union européenne : Paix, monnaie unique et diversité culturelle

Au Luxembourg, l'UE bénéficie d'une image positive auprès de 56% des habitants (54% au printemps 2006, 58% au printemps 2005 et 57% en automne 2005), 16% (+1 point en un an) en ont une image négative, 27% ne s'expriment pas. L'UE représente surtout la paix et, à un niveau quasi-identique, la monnaie unique et la diversité culturelle.

Le terme « mondialisation » a une connotation positive pour 42% des citoyens du Luxembourg et la première pensée qu'il suscite est la délocalisation de certaines entreprises vers des pays où la main d'œuvre est moins chère, la concurrence accrue pour les entreprises luxembourgeoises et les opportunités en termes de nouveaux débouchés pour les entreprises luxembourgeoises.

La prise de décisions

A 63% les citoyens du Luxembourg concordent sur le fait que l'avis du Gouvernement national est pris en considération lors de chaque décision européenne. La lutte contre le terrorisme, la recherche scientifique et technologique et le soutien aux régions qui ont des difficultés économiques sont les décisions qui, selon les répondants, doivent être prises en commun dans l'Union européenne ; par contre, les décisions relatives aux retraites et aux impôts devraient être prises directement par le Gouvernement national.

Le futur de l'Union européenne : élargissement et Constitution

Le sondage Eurobaromètre d'automne 2006 démontrait que le Luxembourg était l'un des trois pays les plus opposés aux futurs élargissements de l'UE avec seulement 32% d'opinions favorables. Les résidents du Luxembourg sont, aussi en ce premier semestre 2007, très largement opposés à un futur élargissement de l'Union européenne. Seulement un quart (25%) s'expriment pour une poursuite du processus d'élargissement. Par contre, 66% des citoyens au Luxembourg sont favorables à une Constitution pour l'Union européenne dans les années à venir.

Sommaire

Sondage Eurobaromètre au Luxembourg	2
Eurobaromètre, des sondages réguliers	5
Répartition sociodémographique de l'échantillon au Luxembourg.....	6
I. Aperçu de l'opinion	7
I.1. Vie et situation personnelle.....	7
I.2. Les attentes pour l'avenir.....	9
I.3. L'évolution de la vie en général: vue sur les 5 dernières années et les 5 années à venir...	13
I.4. Les deux plus importants problèmes auxquels le Luxembourg doit faire face	15
I.5. Perception des résidents du Luxembourg dans certains domaines	16
II. La confiance accordée aux institutions nationales et européennes.....	22
II.1. Les institutions nationales	22
II.2. Les institutions européennes	23
III. La perception de l'Union européenne.....	25
III.1. L'image de l'Union européenne	25
III.2. La représentation de l'Union européenne	28
III.3. Les bénéfices tirés de l'appartenance à l'Union Européenne	29
III.4. Le citoyen et l'Union européenne	30
III.5. La mondialisation	32
IV. La prise de décisions dans l'Union européenne	35
IV.1. Niveau de la prise de décisions.....	35
IV.2. Une "Europe à deux vitesses"	37
V. L'élargissement et le futur de l'Union européenne	38
V.1. L'élargissement de mai 2004	38
V.2. Les élargissements futurs et la Constitution européenne	38
V.3. Le futur de l'Union européenne	39
EUROBAROMETRE « Standard » 67.2.....	42

Eurobaromètre, des sondages réguliers

Un échantillon de 511 personnes au Luxembourg tenant compte de la diversité démographique

Les sondages Eurobaromètre sont effectués deux fois par an, au printemps et en automne, depuis 1973, pour le compte de la Direction générale Communication de la Commission européenne. Le présent Eurobaromètre 67.2 a été effectué au Luxembourg entre le 10 avril et le 15 mai 2007.

Une même série de questions est soumise à des échantillons représentatifs de la population âgée de quinze ans et plus dans chaque pays. L'échantillon des sondages Eurobaromètre est de +/- 1.000 personnes par Etat membre. Le Luxembourg fait exception avec un échantillon composé de 511 personnes pour l'EB 67.2, dont 73% sont de nationalité luxembourgeoise et 27% des ressortissants des autres Etats membres de l'UE.

Vu la part très élevée de ressortissants étrangers, le présent rapport doit tenir compte de cette particularité du Luxembourg en se référant, dans son commentaire, aux résidents ou habitants du Luxembourg, entité plus large que les seuls citoyens de nationalité luxembourgeoise et qui comprend donc tous les citoyens originaires des Etats membres de l'Union européenne.

Le sondage a été effectué durant une période marquée au Luxembourg notamment par les discussions sur l'aménagement du territoire et le pacte logement, plan gouvernemental destiné à apaiser les tensions sur ce marché, tensions qui ont conduit au cours des dernières années à un tel renchérissement de l'immobilier que nombre de résidents s'installent dorénavant de l'autre côté des frontières, en Allemagne, en Belgique et en France. Par ailleurs, depuis l'automne 2006, les partenaires sociaux et le Gouvernement ont engagé des négociations sur un statut unique des salariés visant à supprimer les différences de statut entre employés et ouvriers.

La première partie présente un aperçu de la vie et de la situation personnelle des résidents du Luxembourg ainsi que de leurs attentes y relatives en ce qui concerne le futur. Ce rapport s'intéresse également à la perception des résidents du Luxembourg dans certains domaines tels que, par exemple, la situation de l'économie, de l'emploi, de la protection sociale et du système éducatif.

La deuxième partie analyse la confiance que les résidents du Luxembourg accordent aux institutions nationales et européennes. La troisième partie se penche sur l'image de l'Union européenne auprès des habitants du Luxembourg et les attentes, ainsi que les inquiétudes que ceux-ci expriment à l'égard de l'UE.

La quatrième partie examine la manière dont les décisions sont prises à l'intérieur de l'Union européenne. Enfin, la cinquième partie traite du futur de l'Union européenne et de la question d'éventuels nouveaux élargissements de celle-ci.

Les chiffres mentionnés dans le présent rapport pour l'Union européenne se réfèrent aux résultats relevés auprès des citoyens de l'UE-27. Le rapport de l'Eurobaromètre 67.2, couvrant plus spécialement le Luxembourg, a été élaboré par TNS ILRES Luxembourg.

Le rapport global ainsi que les rapports sur les autres Etats membres sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne: http://ec.europa.eu/comm/public_opinion/

Répartition sociodémographique de l'échantillon au Luxembourg

L'échantillon luxembourgeois pour le présent sondage est composé de 511 personnes, dont 73% sont de nationalité luxembourgeoise. Les ressortissants de tous les autres Etats membres faisant partie de l'échantillon luxembourgeois se répartissent comme suit:

BE	Belgique	3%
DE	Allemagne	2%
FR	France	4%
IT	Italie	5%
PT	Portugal	11%
autres	autres citoyens issus de l'UE	2%
total		27%

Répartition par sexe

Hommes	49%
Femmes	51%

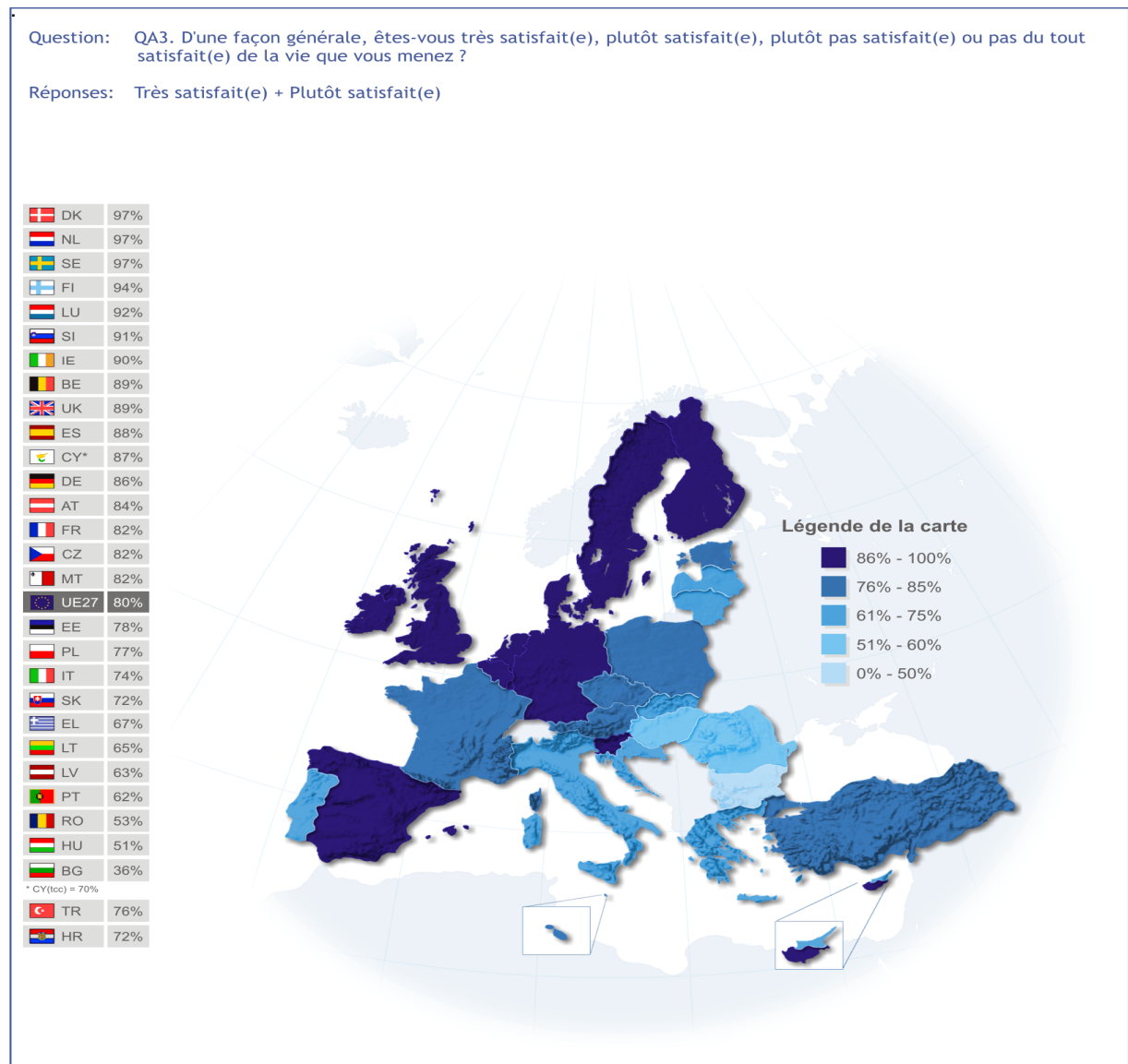
Répartition par classe d'âge

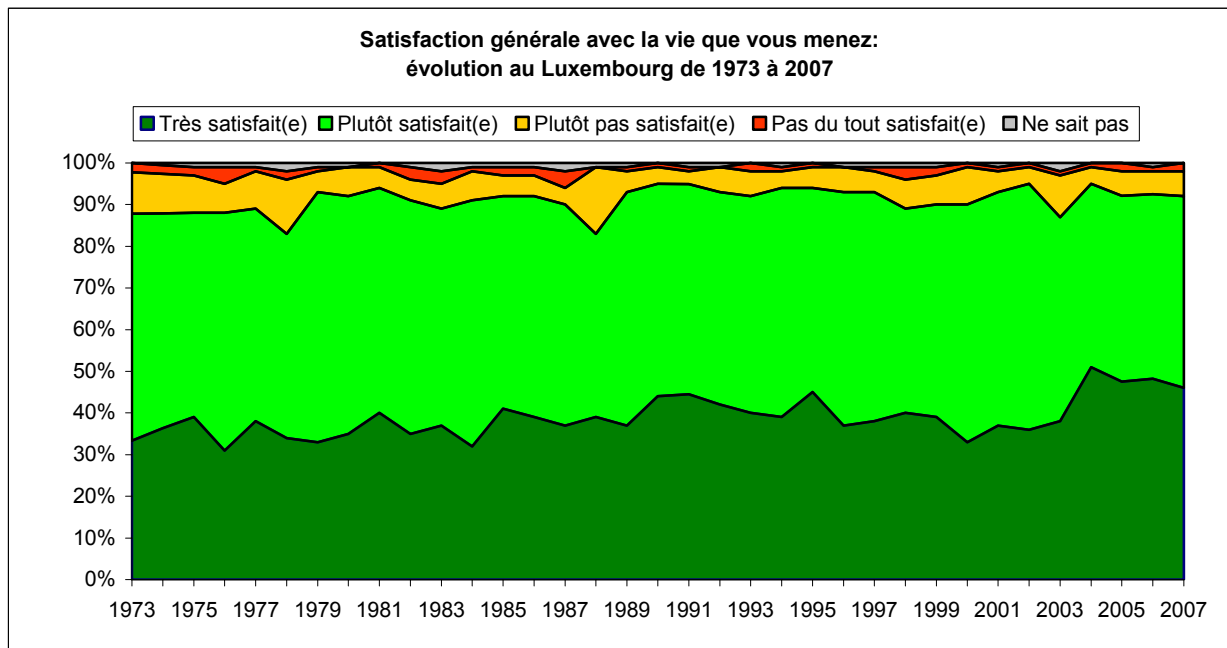
15-24 ans	14%
25-39 ans	27%
40-54 ans	28%
+ 55 ans	30%

I. Aperçu de l'opinion

La première partie analyse le contexte dans lequel les opinions des citoyens évoluent. Sont abordés la satisfaction personnelle des citoyens ainsi que leurs attentes pour l'avenir. Ainsi il ressort que 92% des habitants du Luxembourg sont satisfaits de la vie qu'ils mènent. La plupart des habitants (58%) ne s'attendent pas à ce que leur situation personnelle change au cours de l'année à venir, mais à l'horizon d'ici cinq ans, plus de 40% s'attendent à une amélioration de leur situation personnelle. Peu nombreuses sont les personnes qui prévoient une évolution négative de leur propre situation professionnelle (10%).

I.1. Vie et situation personnelle





A la question s'ils sont satisfaits ou non de la vie qu'ils mènent, 92% des sondés au Luxembourg déclarent être très ou plutôt satisfaits de leur vie (UE: 80%). Non satisfaits se disent 8% des personnes interrogées au Luxembourg, contre 19% au niveau européen. Le Grand-Duché se classe en cinquième position parmi les taux de satisfaction les plus élevés, derrière le Danemark, les Pays-Bas et la Suède (ex æquo à 97%) et la Finlande (94%). La situation luxembourgeoise est marquée par la relative stabilité au cours des dernières années.

Bien qu'une très large majorité exprime sa satisfaction de la vie menée, le taux de satisfaction atteint des niveaux particulièrement bas en Bulgarie (36%), en Hongrie (51%), en Roumanie (53%) et au Portugal (62%), en Lettonie (63%) et en Lituanie (65%). Notons que la Roumanie (53%) et la Bulgarie (36%), pays qui ont rejoint l'UE le 1^{er} janvier 2007, ont des taux de satisfaction très faibles.

La carte de l'Europe illustre bien les différences géographiques au niveau du taux de satisfaction ; les scores les plus élevés sont observés dans les pays scandinaves, le Benelux, le Royaume-Uni, l'Espagne et de manière plus isolée en Slovénie avec un score de 91%.

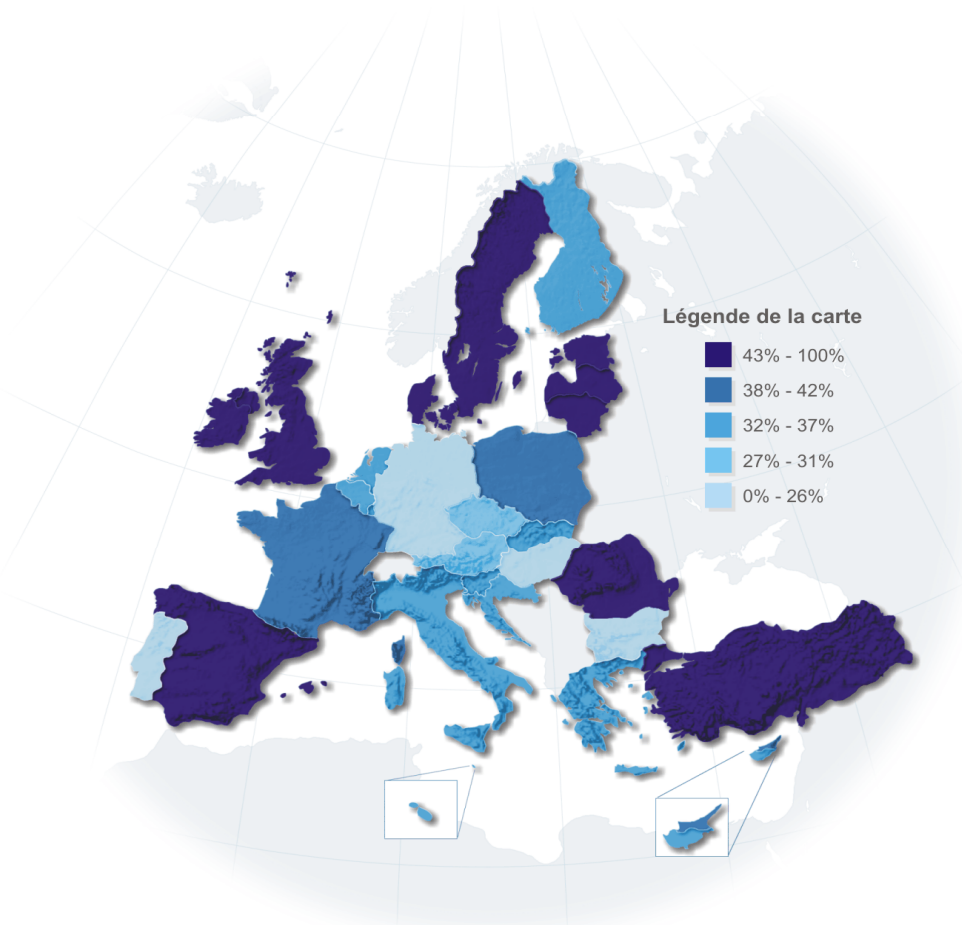
I.2. Les attentes pour l'avenir

Question: QA4.1. Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

Possibilité: Votre vie en général

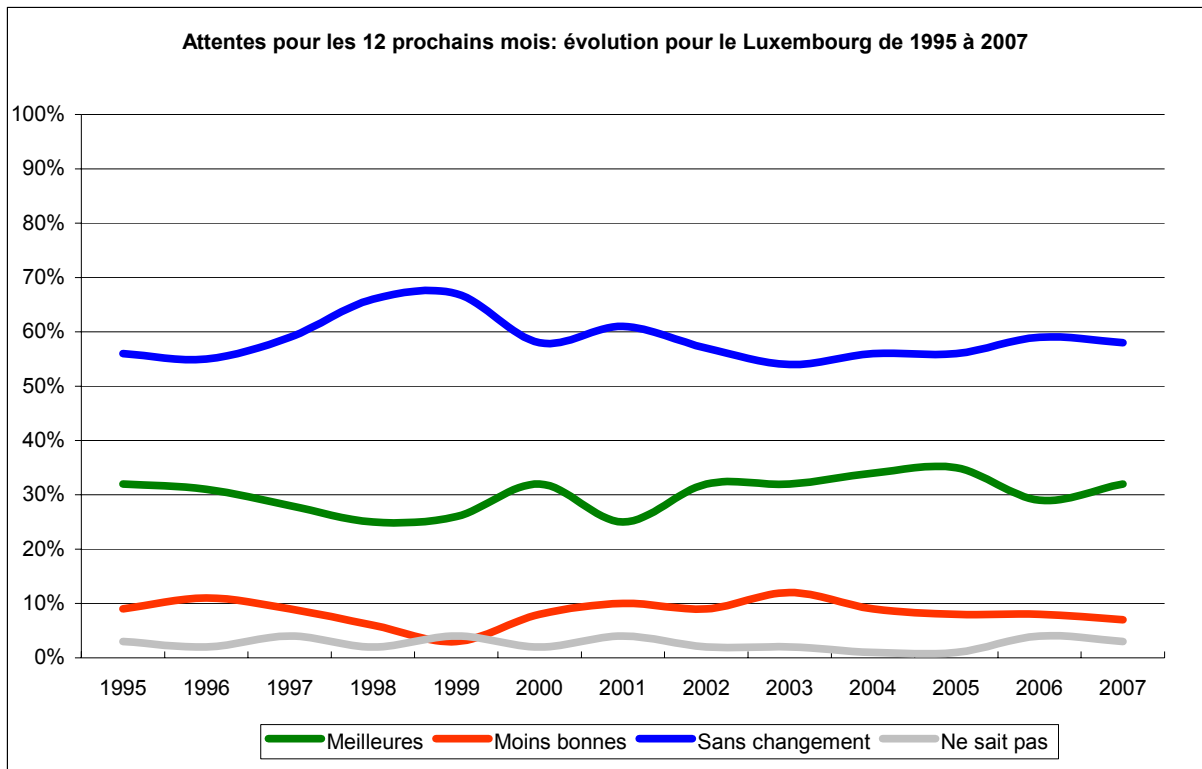
Réponses: Meilleurs

 UK	48%
 LV	48%
 IE	47%
 SE	47%
 EE	46%
 LT	45%
 DK	43%
 ES	43%
 RO	43%
 FR	42%
 PL	40%
 UE27	37%
 IT	37%
 FI	37%
 EL	36%
 SK	36%
 BE	35%
 CY*	35%
 MT	35%
 SI	34%
 LU	32%
 NL	32%
 AT	27%
 CZ	27%
 PT	26%
 DE	25%
 BG	22%
 HU	20%
* CY(tcc) = 40%	
 TR	44%
 HR	34%



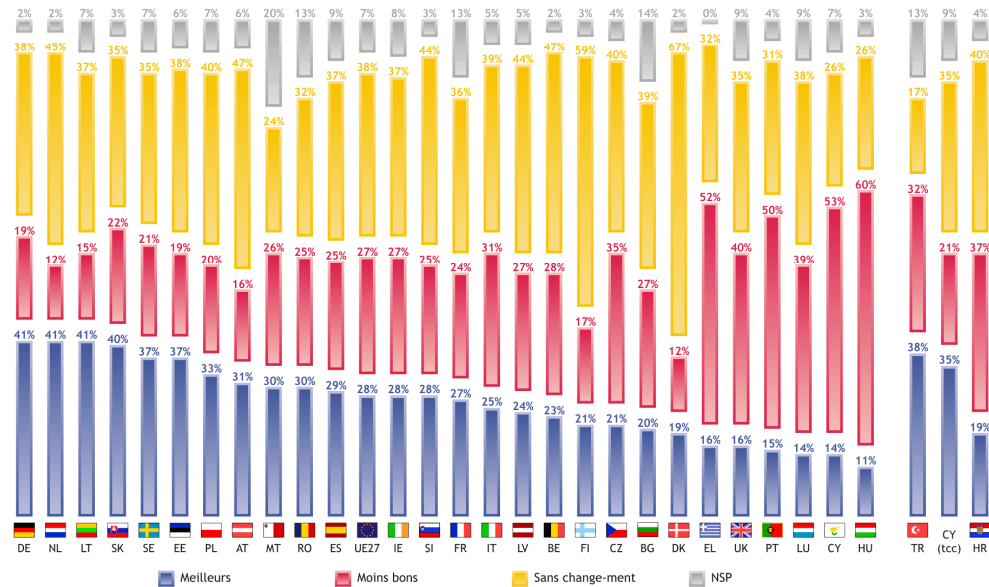
Au Luxembourg, 32% des sondés (UE: 37%) pensent que leur vie s'améliorera au cours des 12 mois à venir, 7% (UE: 11%) s'attendent à une détérioration et 58% (UE: 49%) estiment qu'il n'y aura pas de changements.

La carte de l'Europe est marquée pour cet indicateur par les scores particulièrement élevés au Royaume-Uni, en Suède, en Lettonie et en Estonie.



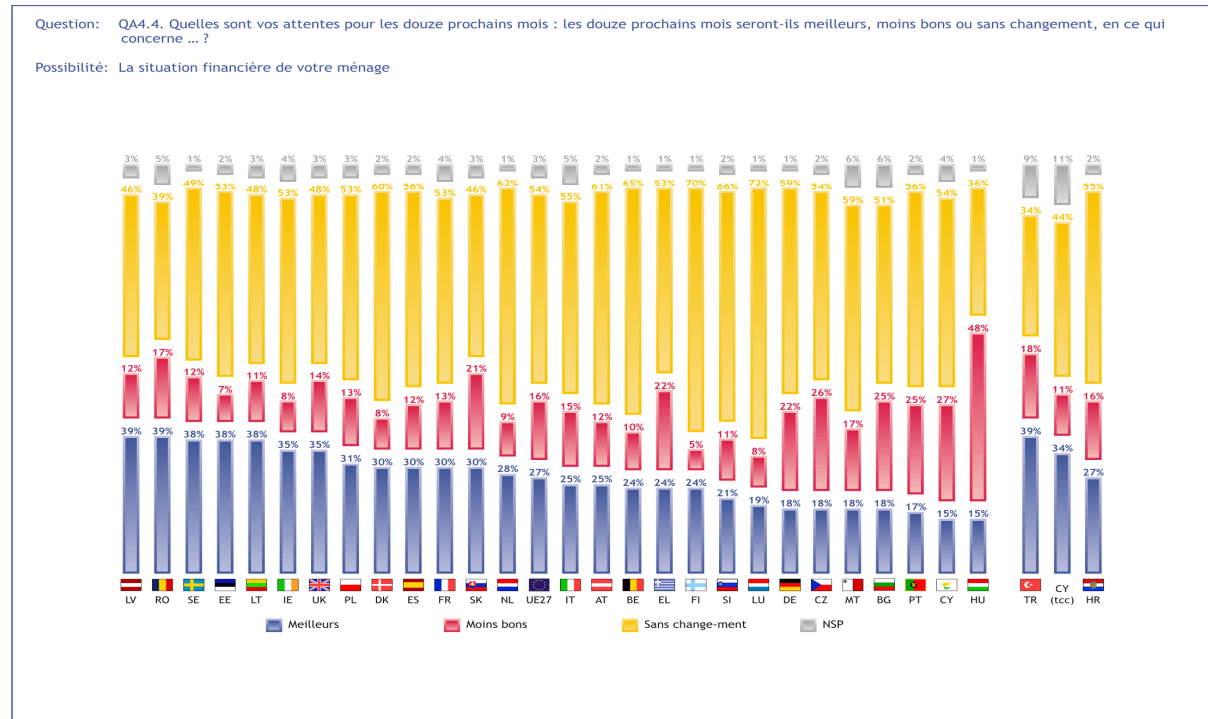
Question: QA4.2. Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

Possibilité: La situation économique en (NOTRE PAYS)

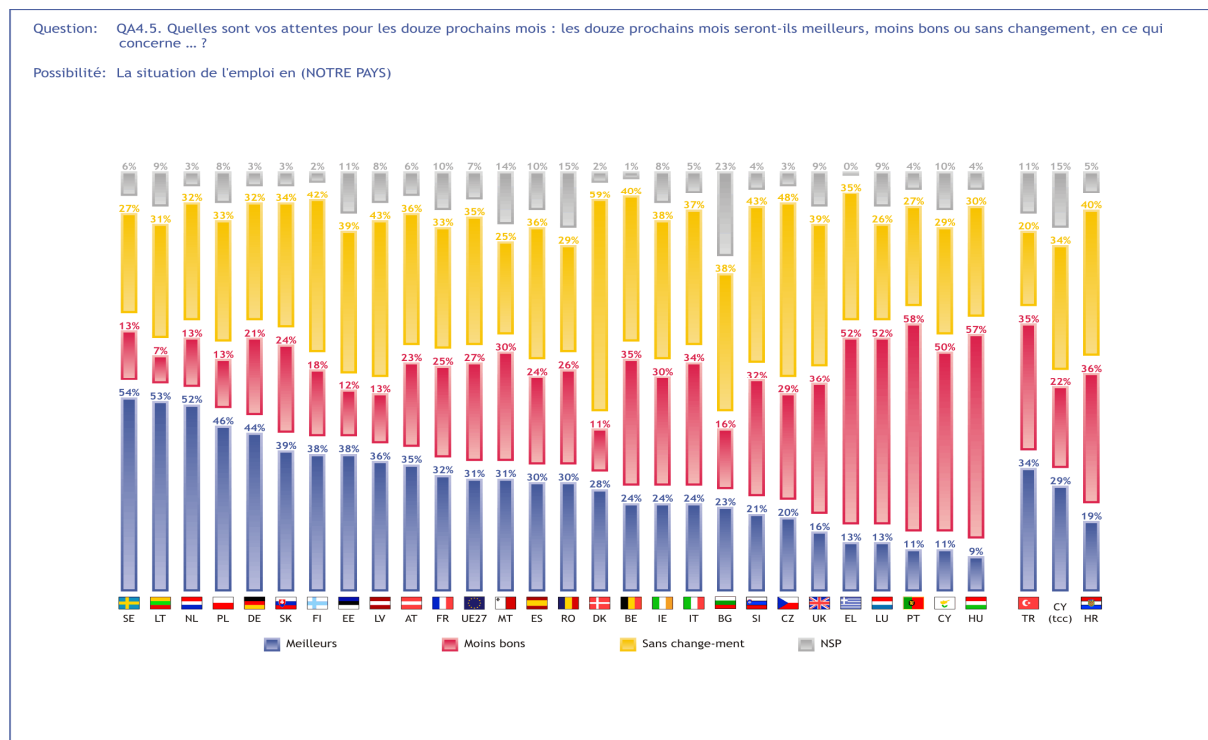


En ce qui concerne les attentes à l'égard de l'évolution de la situation économique des pays au cours des 12 prochains mois, une légère inversion de tendance est présente, aussi bien au Luxembourg qu'au niveau européen. Ainsi, 14% des sondés au Luxembourg (UE: 28%) sont optimistes et 39% sont pessimistes (UE: 27%) quant à la situation économique future du Luxembourg. En 2005 les résultats luxembourgeois ont été très proches de la moyenne européenne, mais un an plus tard, au printemps 2006, le Luxembourg s'écarte de cette valeur; en 2005 il y avait 18% d'optimistes et

seulement 29% de pessimistes. Au printemps 2006, il y avait seulement 12% d'optimistes et 51% de pessimistes.

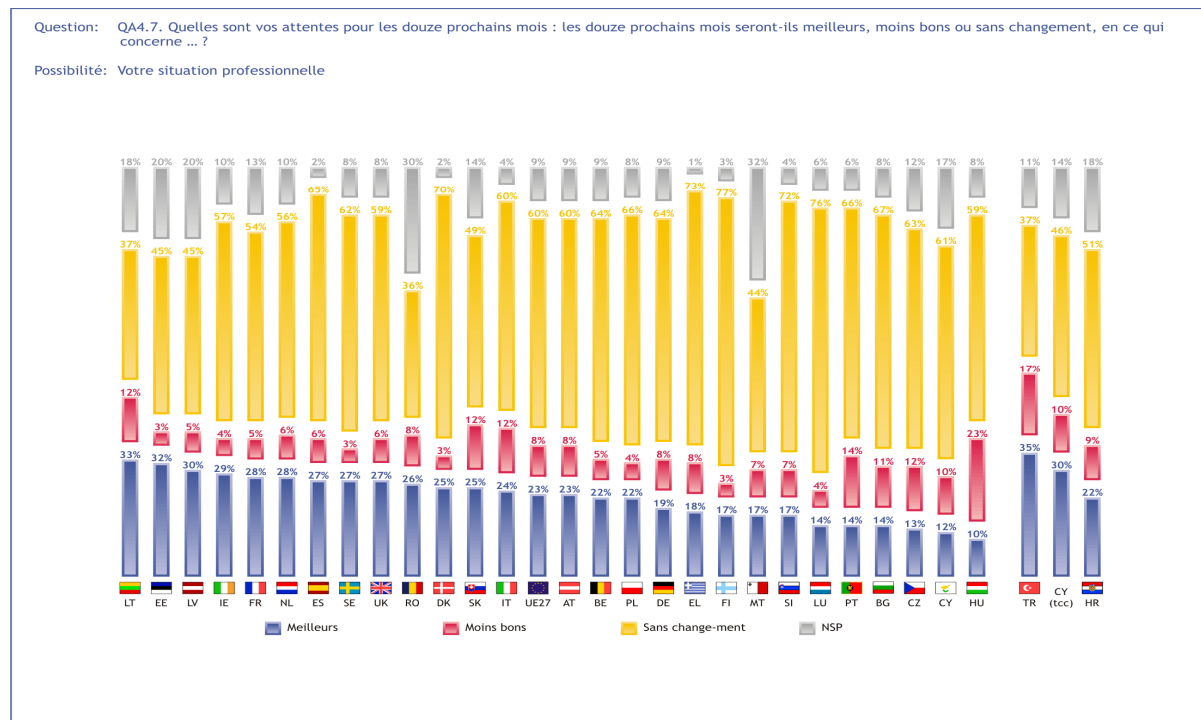


Quant à la situation financière de leur ménage, 19% (21% au printemps 2005 et 19% au printemps 2006) des sondés au Luxembourg se montrent optimistes (UE: 27%), contre 8% (7% en 2005 et 19% en 2006) de pessimistes (UE: 16%). Toutefois plus de la majorité des personnes interrogées au Luxembourg (72%, UE: 54%) pense que la situation financière de leur ménage ne changera pas dans les 12 mois à venir.

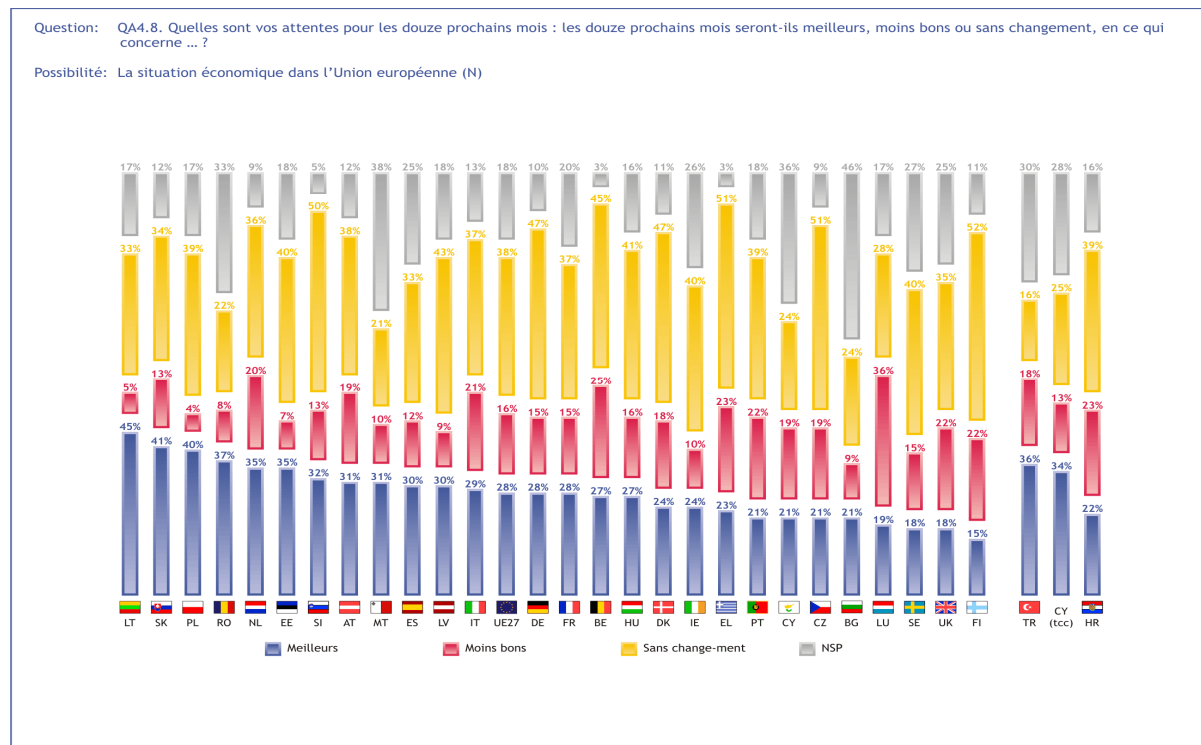


Quant à la situation du marché de travail, les sondés au Luxembourg sont un peu moins pessimistes que par rapport au printemps 2006. 52% (-14 points en 12 mois) des personnes interrogées (UE: 27%) pensent que la situation de l'emploi sera plus mauvaise dans 12 mois. Seulement 13% (UE:

31%) sont optimistes et s'attendent à une amélioration de la situation. Au niveau européen, le pessimisme est le plus marqué au Portugal (58%) suivi de la Hongrie (57%).

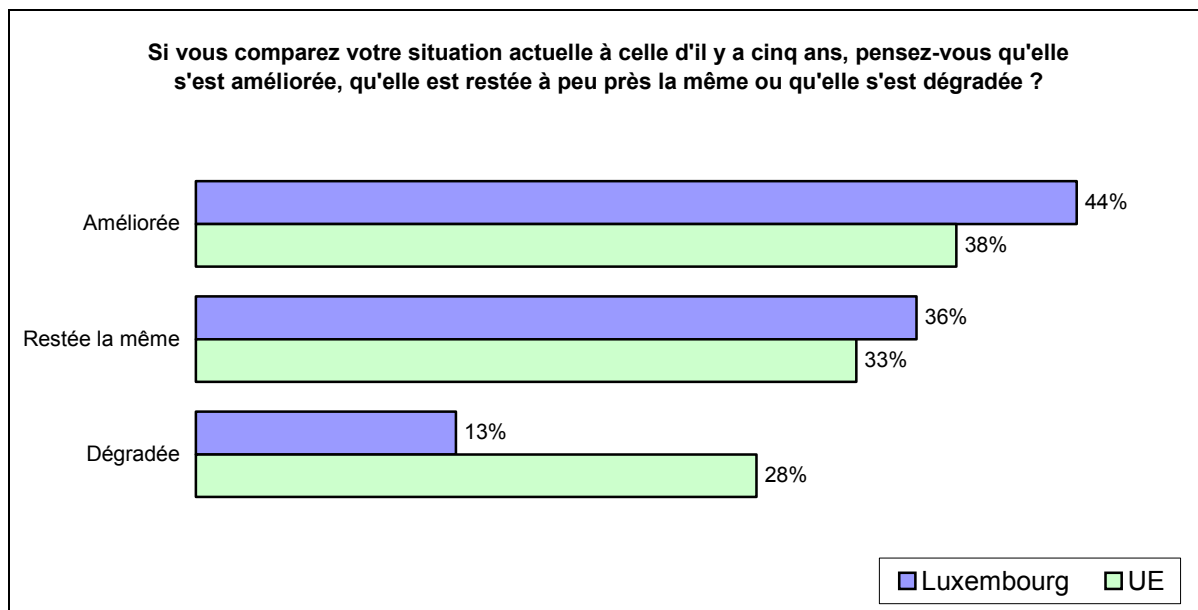


Sur le plan professionnel personnel, la grande majorité des sondés au Luxembourg (76%, UE: 60%) ne s'attend pas à des changements. Dans cette situation où les trois quarts ne s'attendent à aucune évolution, les optimistes (14%) sont néanmoins bien plus nombreux que les pessimistes (4%) mais quand même légèrement moins nombreux qu'au printemps 2005 (16%) et 2006 (18%).

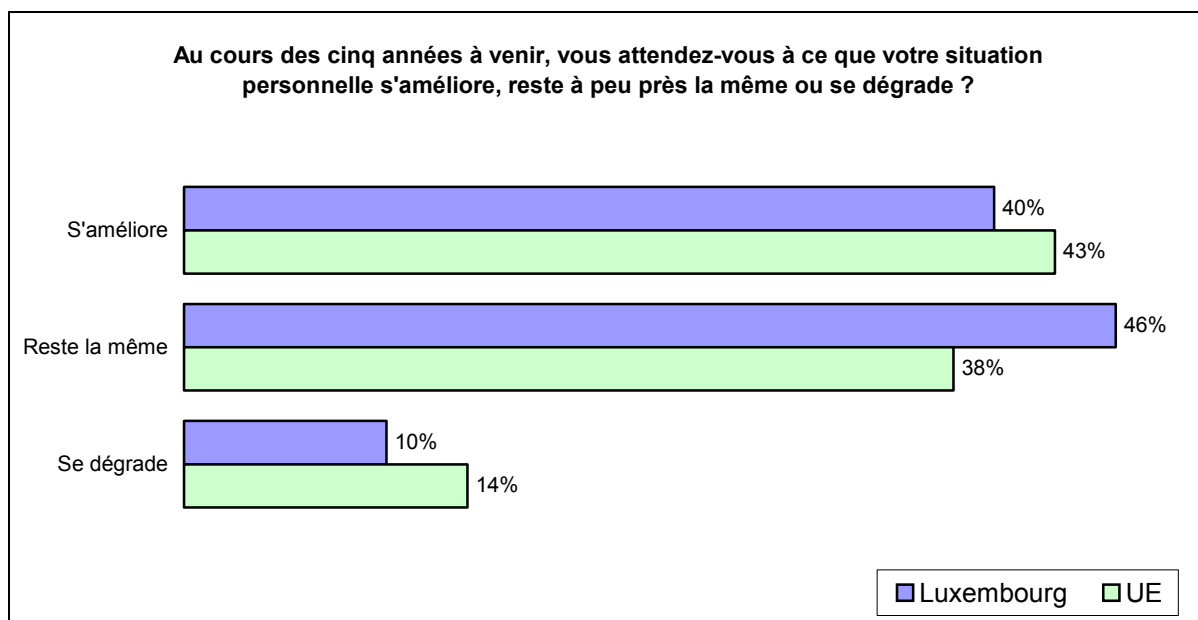


Les sondés au Luxembourg sont les plus pessimistes par rapport à l'évolution de la situation économique dans l'UE (36%, UE: 16%) et seulement 19% d'entre eux (UE: 28%) s'attendent à une amélioration. Il est intéressant de constater que les pays qui ont rejoint l'UE en 2004 et en 2007 sont les plus optimistes.

I.3. L'évolution de la vie en général: vue sur les 5 dernières années et les 5 années à venir















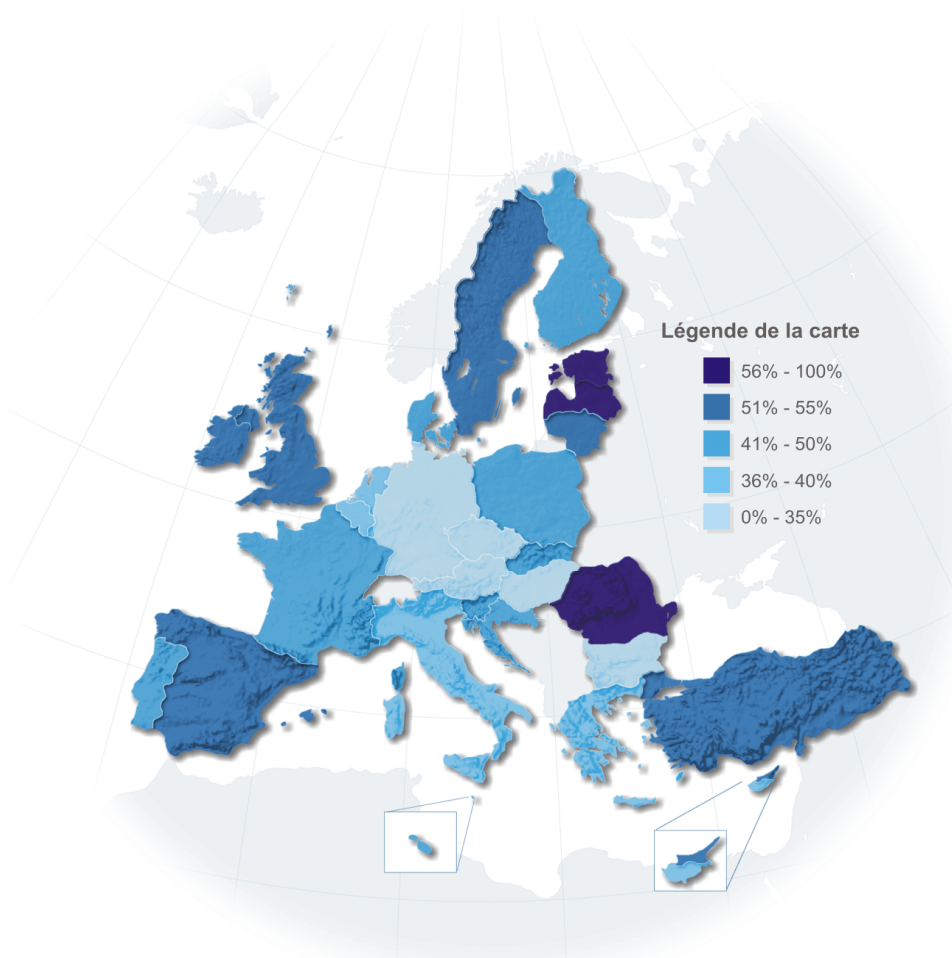
Au Luxembourg, 44% (UE: 38%) des sondés estiment que leur situation actuelle s'est améliorée par rapport à celle d'il y a 5 ans. Par contre, seulement 13% considèrent qu'elle se dégrade (UE: 28%).



Question: QA6. Au cours des cinq années à venir, vous attendez-vous à ce que votre situation personnelle s'améliore, reste à peu près la même ou se dégrade ?

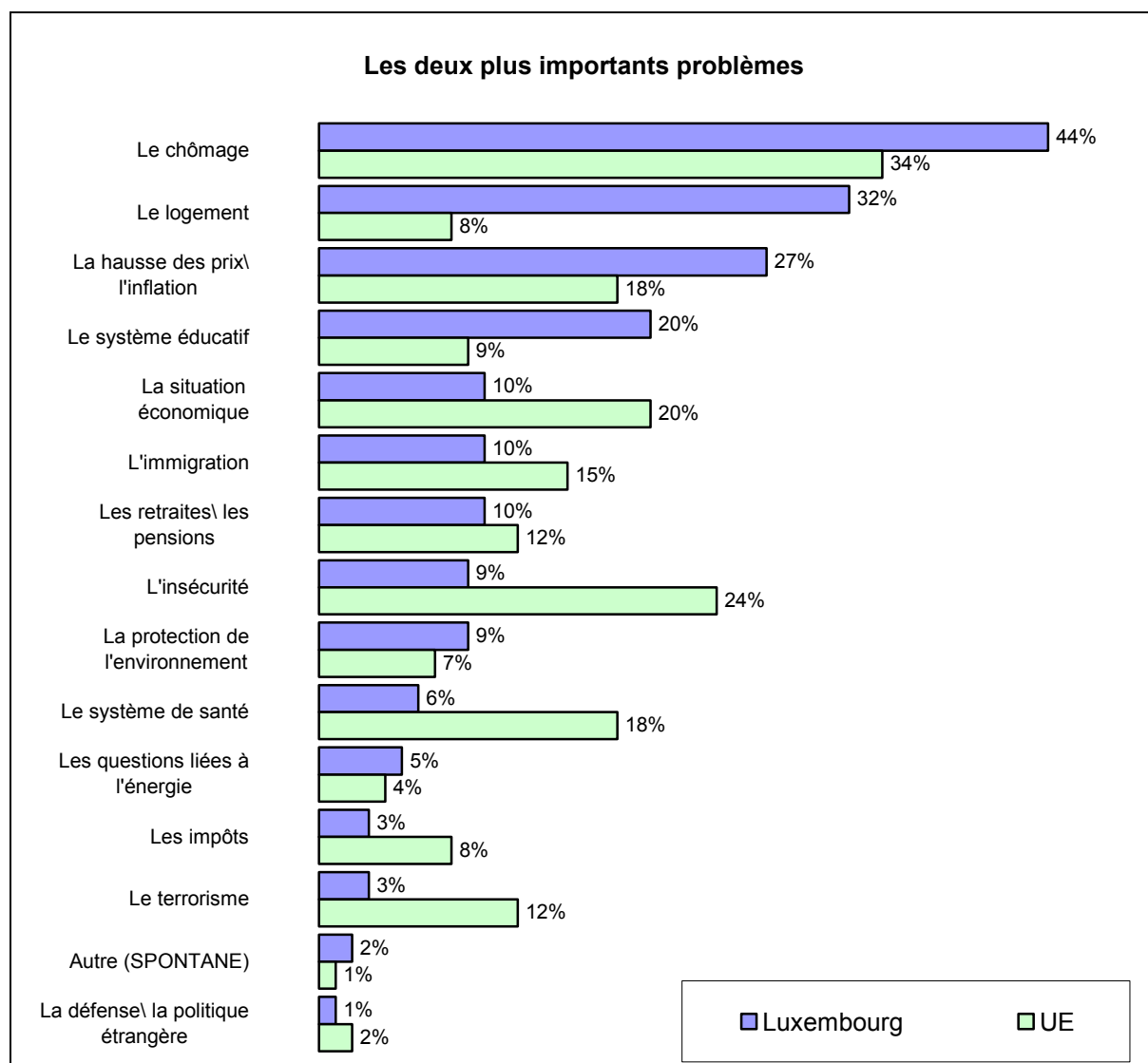
Réponses: S'améliore

 EE	61%
 LV	58%
 RO	57%
 ES	55%
 IE	53%
 SE	52%
 LT	52%
 UK	51%
 PT	50%
 DK	48%
 FR	48%
 MT	48%
 SK	47%
 PL	46%
 SI	45%
 UE27	43%
 FI	43%
 BE	40%
 LU	40%
 NL	40%
 IT	39%
 CY*	39%
 EL	38%
 BG	34%
 AT	31%
 DE	30%
 CZ	29%
 HU	29%
* CY(tcc) = 55%	
 TR	51%
 HR	44%



Interrogées sur leurs attentes pour les cinq prochaines années, 40% des personnes interviewées (UE: 43%) pensent que leur situation personnelle s'améliorera. Notons que ce sont les citoyens des pays qui se retrouvent dans un contexte socioéconomique plutôt difficile (Estonie, Lettonie et Roumanie) et ceux qui au contraire connaissent une bonne situation économique (Espagne, Irlande et Suède) qui s'attendent à une amélioration de leur situation d'ici 5 ans.

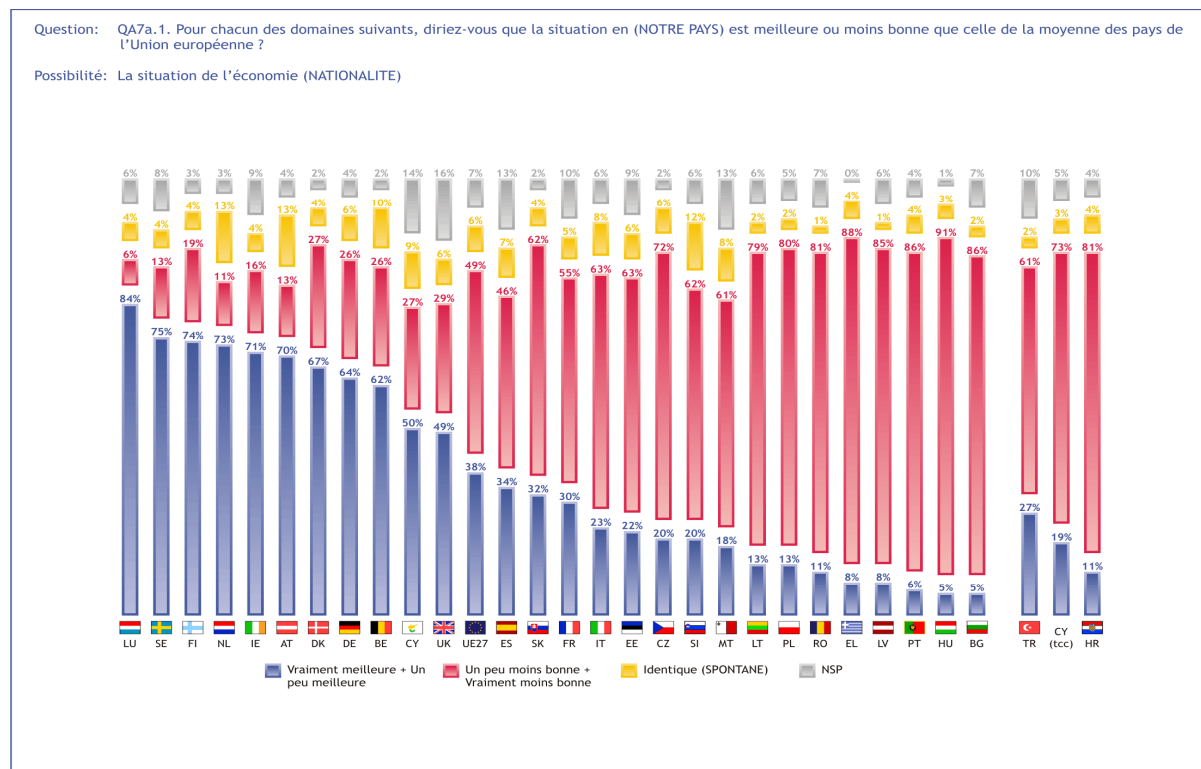
I.4. Les deux plus importants problèmes auxquels le Luxembourg doit faire face



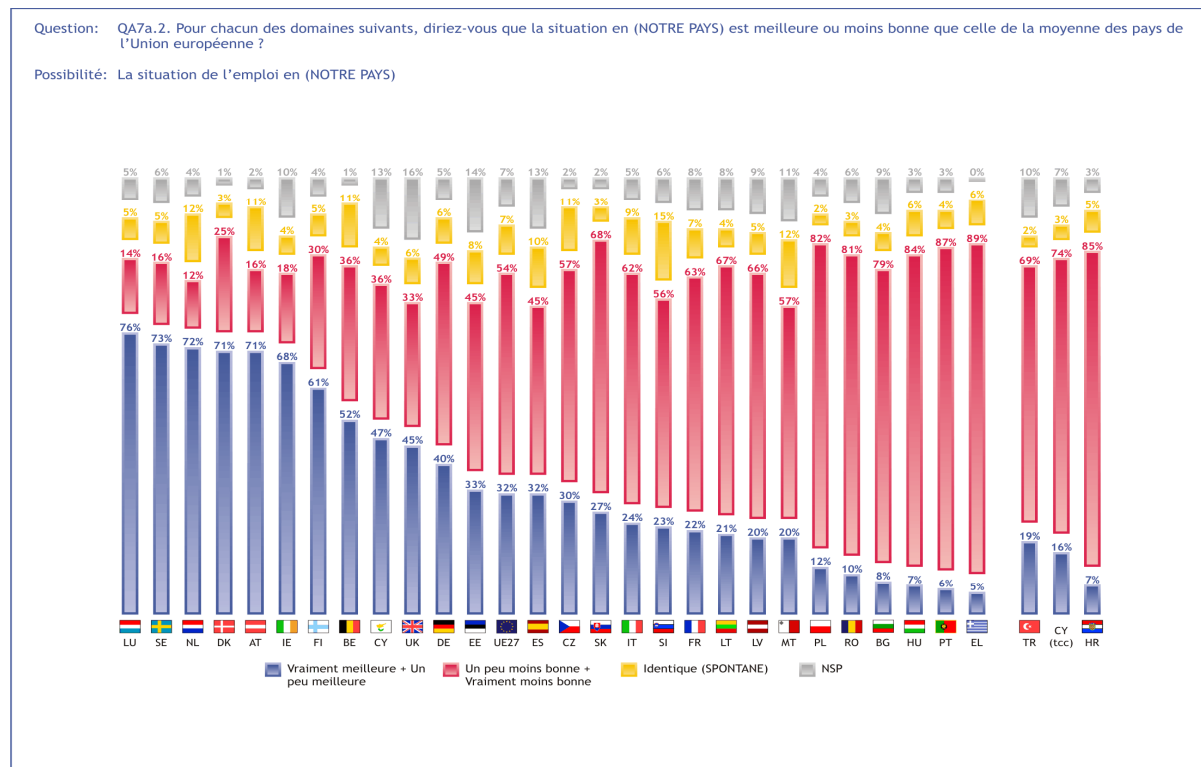
Bien que le taux de chômage au Luxembourg soit parmi les plus faibles, il constitue le problème qui focalise le plus l'opinion publique ; en effet, c'est sa progression continue entre 2004 et 2006 qui inquiète la population, régulièrement alarmée par des nouvelles de fermetures d'usines ou de licenciements collectifs. A la deuxième place (12 points en moins), nous trouvons le problème du logement (32%), suivi de la hausse des prix/inflation (27%).

Les autres questions qui préoccupent les citoyens au Luxembourg au printemps 2007 sont dans l'ordre: le système éducatif 20%, la situation économique, l'immigration et les retraites/pensions (tous 10%), suivis de l'insécurité et la protection de l'environnement (9%).

I.5. Perception des résidents du Luxembourg dans certains domaines



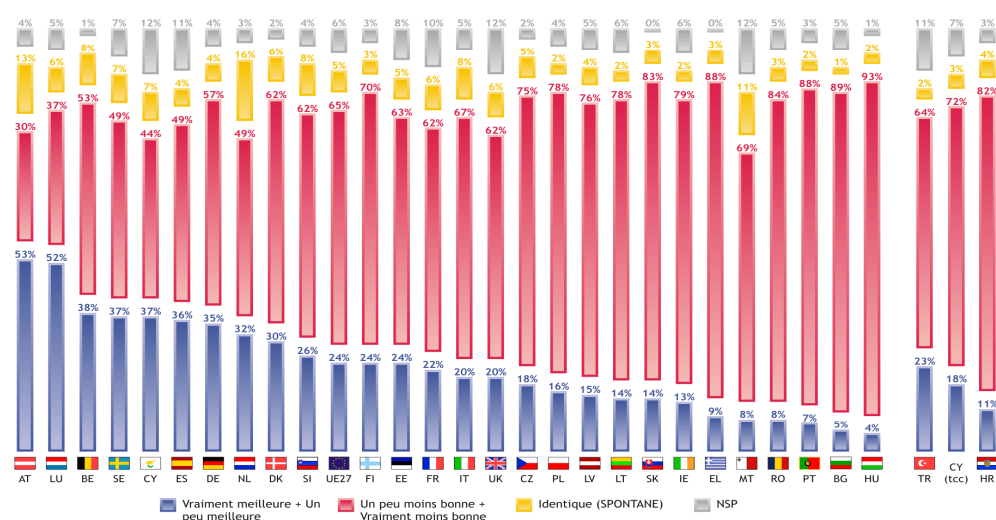
En ce qui concerne l'économie du pays, 84% des sondés au Luxembourg (UE: 38%) considèrent leur situation meilleure que celle de la moyenne des pays de l'UE. Les moins satisfaits, par contre, sont les habitants de la Hongrie (91%), de la Grèce (88%) et de la Bulgarie, ex aequo avec le Portugal (86%).



En ce qui concerne l'emploi, 76% des sondés au Luxembourg (UE: 32%) considèrent la situation de leur pays meilleure que celle de la moyenne des pays de l'UE. Les moins satisfaits, par contre, sont les répondants de la Grèce (89%), du Portugal (87%) et de la Hongrie (84%).

Question: QA7a.3. Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en (NOTRE PAYS) est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ?

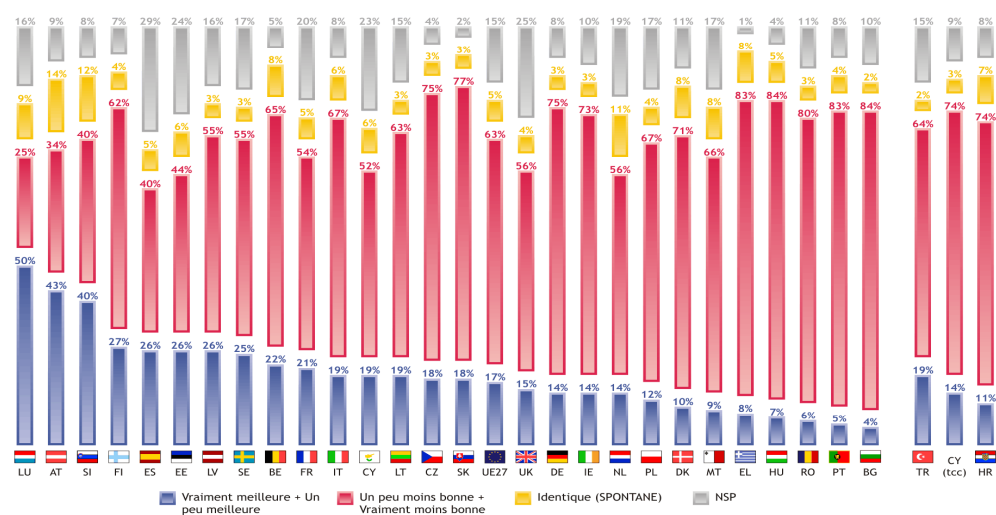
Possibilité: Le coût de la vie en (NOTRE PAYS) (N)



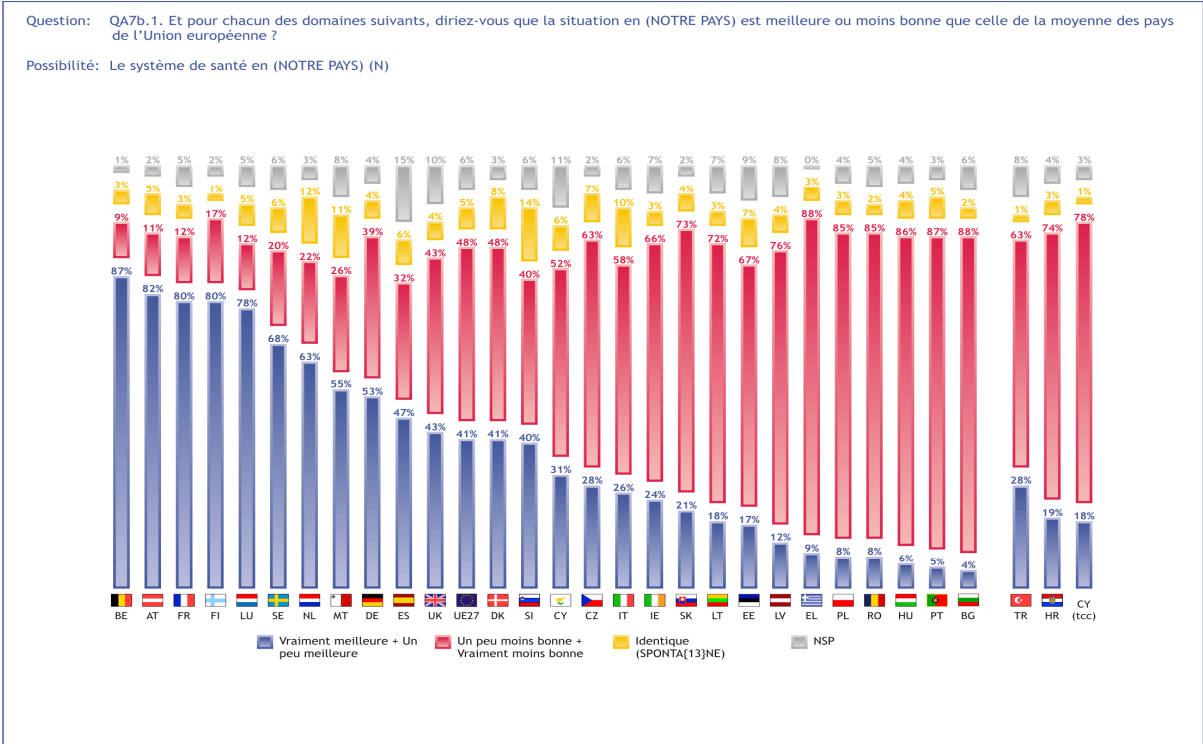
En ce qui concerne le coût de la vie, 52% des personnes interrogées au Luxembourg (UE: 24%) considèrent la situation de leur pays meilleure que celle de la moyenne des pays de l'UE. Les moins satisfaits, par contre, sont les répondants de la Hongrie (93%), de la Bulgarie (89%) et du Portugal, ex aequo avec la Grèce (88%).

Question: QA7a.4. Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en (NOTRE PAYS) est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ?

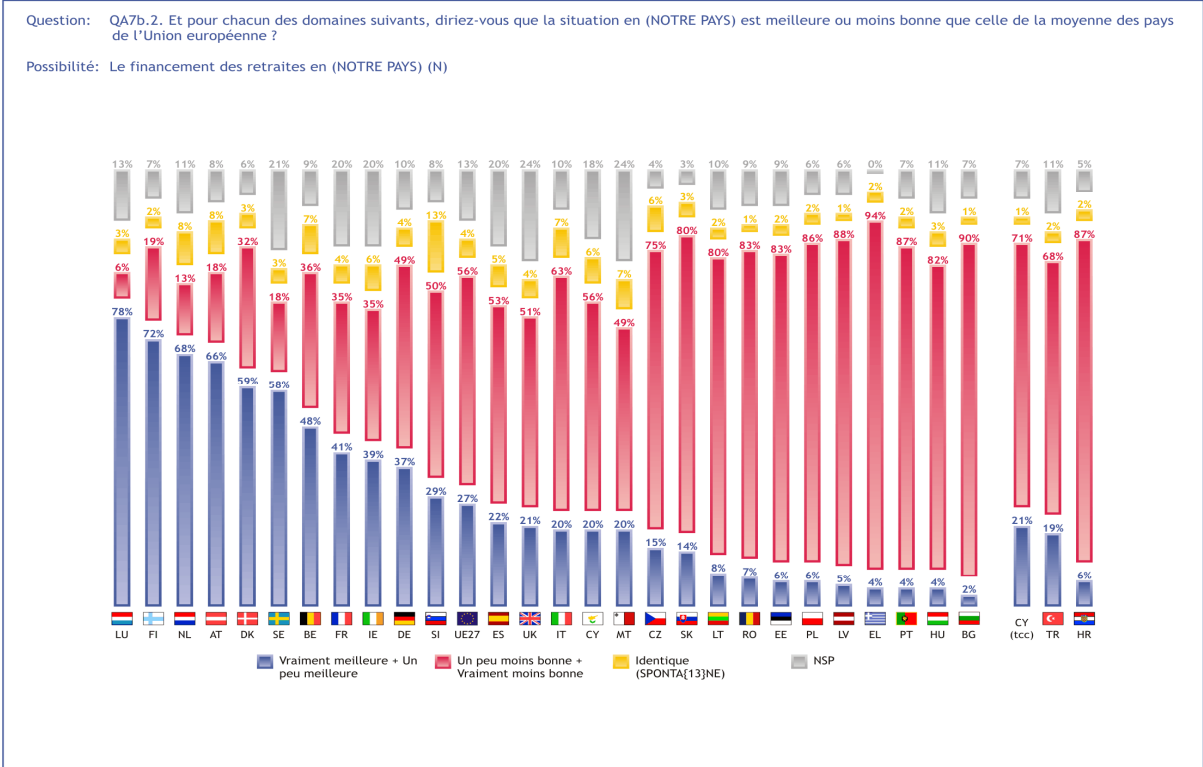
Possibilité: Les prix de l'énergie en (NOTRE PAYS)



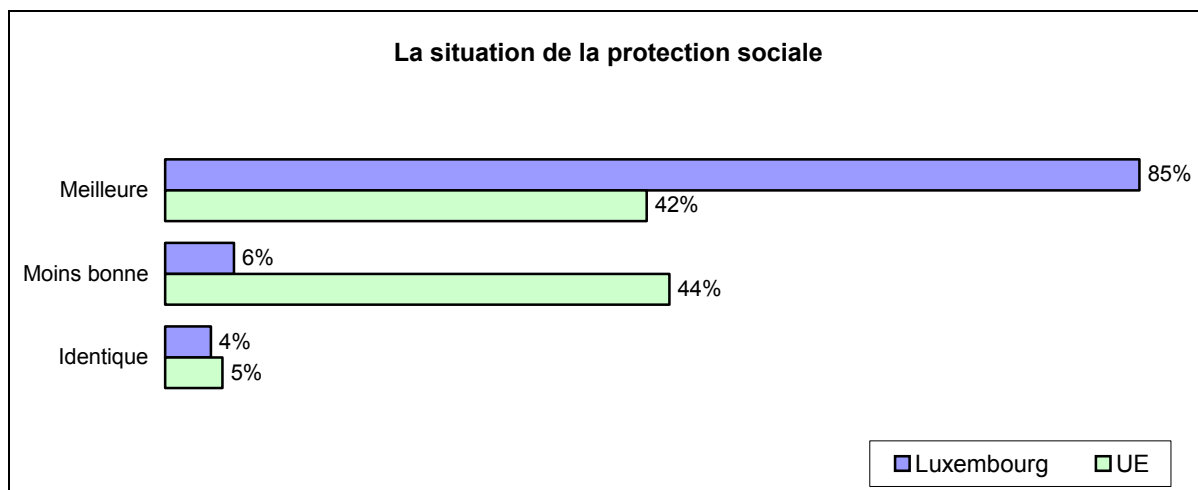
Les personnes interrogées au Luxembourg sont celles qui considèrent le plus que le prix de l'énergie dans leur pays est le plus favorable par rapport à celui de la moyenne des pays de l'UE. En effet 50% d'entre elles (UE: 17%) considèrent que la situation quant au prix payé pour l'énergie est meilleure que celle de la moyenne des pays de l'UE. Les personnes les plus insatisfaites dans ce domaine sont les répondants de la Hongrie et de la Bulgarie (84%), suivis du Portugal, ex aequo avec la Grèce (83%).



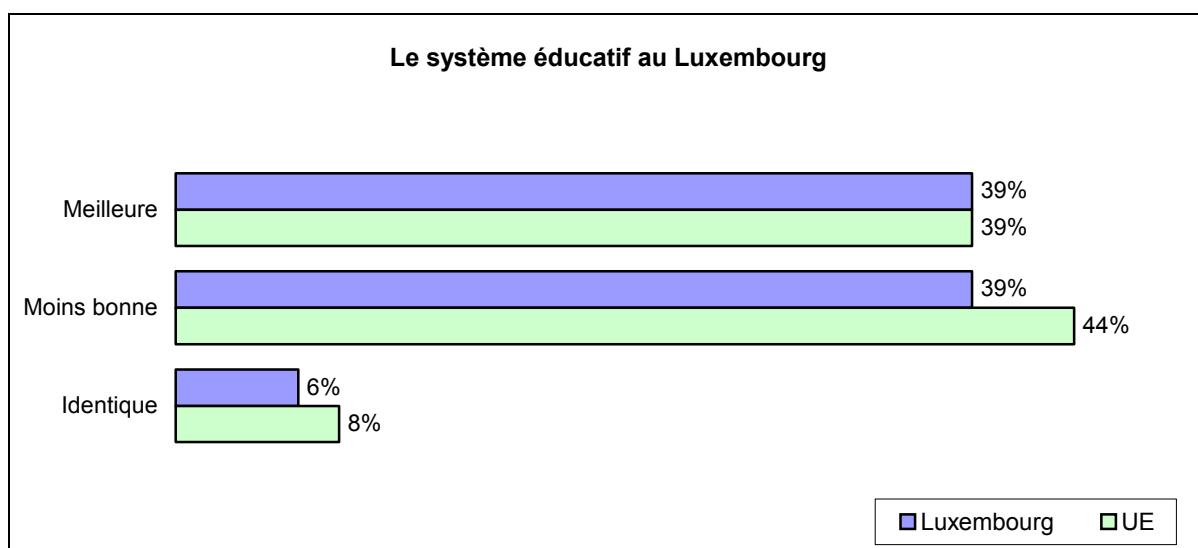
En ce qui concerne le système de santé, les personnes interrogées au Luxembourg considèrent à 78% que la situation est meilleure dans leur pays par rapport à la moyenne des pays de l'UE (UE: 41%). Les plus insatisfaits sont les répondants de la Bulgarie et de la Grèce (88%), suivis de ceux du Portugal (87%) et de la Hongrie (86%).



Sur plan du financement des retraites le Luxembourg se place en tête pour considérer à 78% des personnes interrogées que son système est le meilleur (UE: 27%). Les plus insatisfaits sont les répondants de la Grèce (94%), de la Bulgarie (90%) et de la Lettonie (88%).



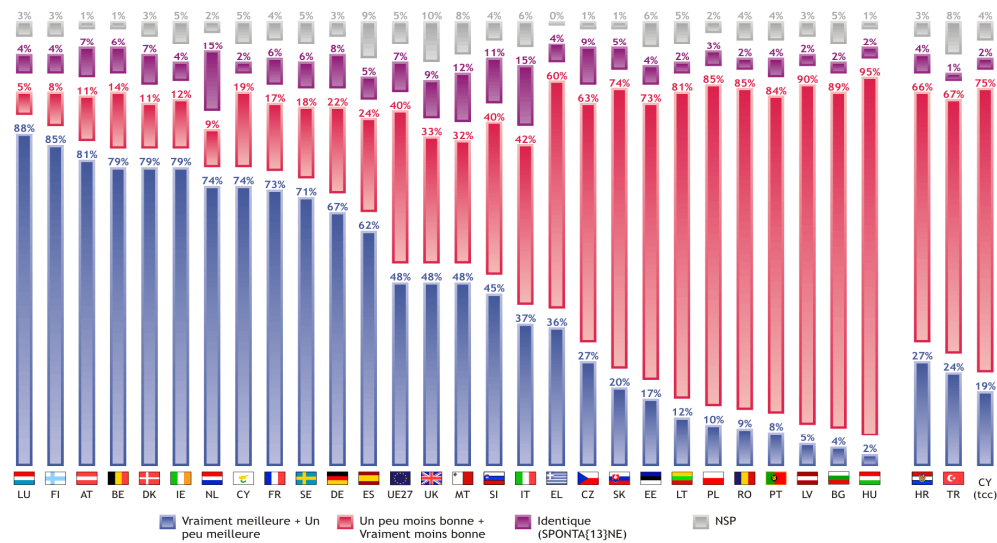
De même la situation de la protection sociale au Luxembourg est considérée meilleure à 85% par les répondants que la moyenne des pays de l'UE (UE : 48%) et seulement 6% la considèrent moins bonne. La Grèce est à 88% d'insatisfaction par rapport à la moyenne des pays de l'UE suivi de la Bulgarie (85%).



Le système éducatif, par contre, est considéré moins bon par les sondés au Luxembourg par rapport à la moyenne des pays de l'UE. En effet, 39% des sondés au Luxembourg considèrent leur système meilleur (UE: 39%) et 39% l'évaluent moins bon que les autres (UE: 44%). On constate une forte chute des réponses (-10 points en un an), qui considèrent le système mieux géré que dans d'autres Etats membres. La Finlande a le meilleur résultat (91% contre 39% de l'UE) ; la Grèce, par contre, considère à 83% (UE: 44%) que son système est moins bon que la moyenne des pays de l'UE.

Question: QA7c.2. Et pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en (NOTRE PAYS) est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ?

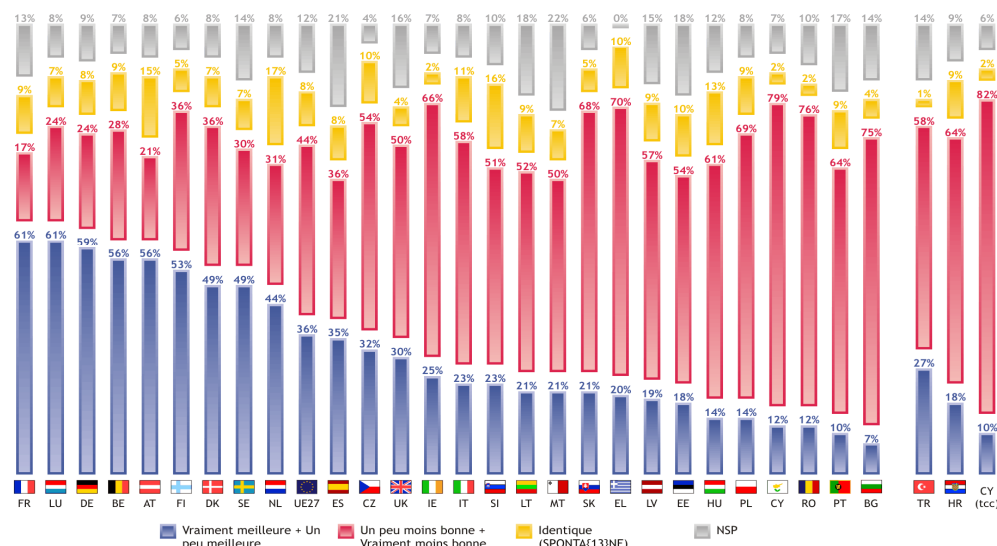
Possibilité: La qualité de vie en (NOTRE PAYS)



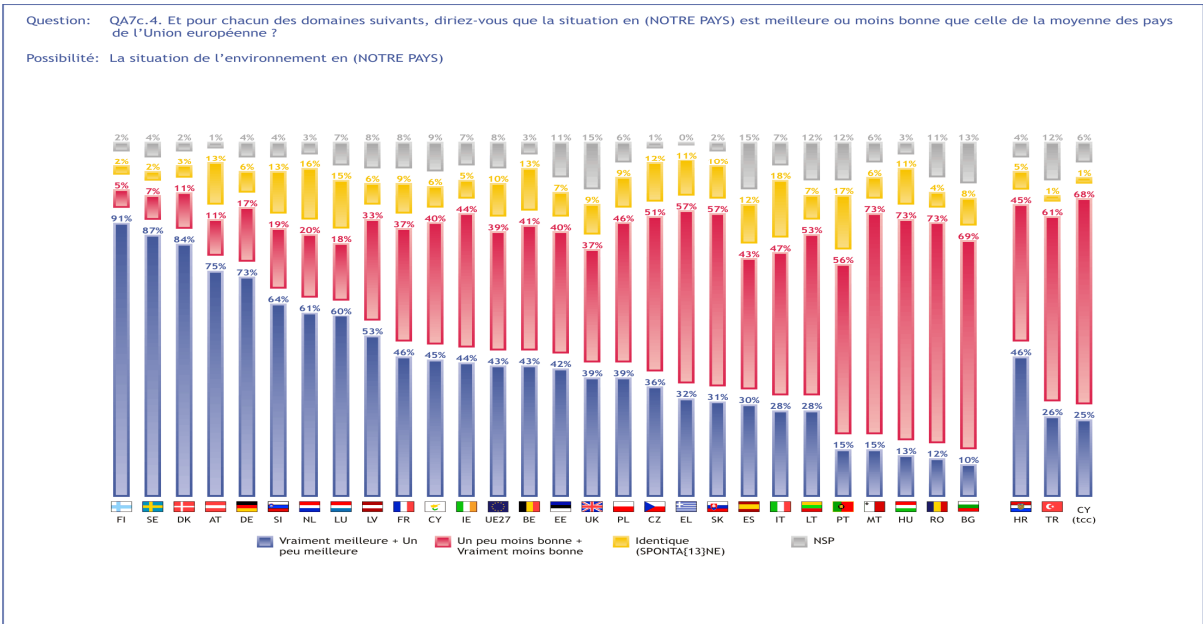
La qualité de vie est considérée par 88% des répondants du Luxembourg meilleure que celle de la moyenne des pays de l'UE. La Hongrie, par contre, a le niveau de qualité de vie considéré le moins bon par les personnes qui y ont été interrogées (95%; UE: 40%), suivi de la Lettonie (90%) et la Bulgarie (89%).

Question: QA7c.3. Et pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en (NOTRE PAYS) est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ?

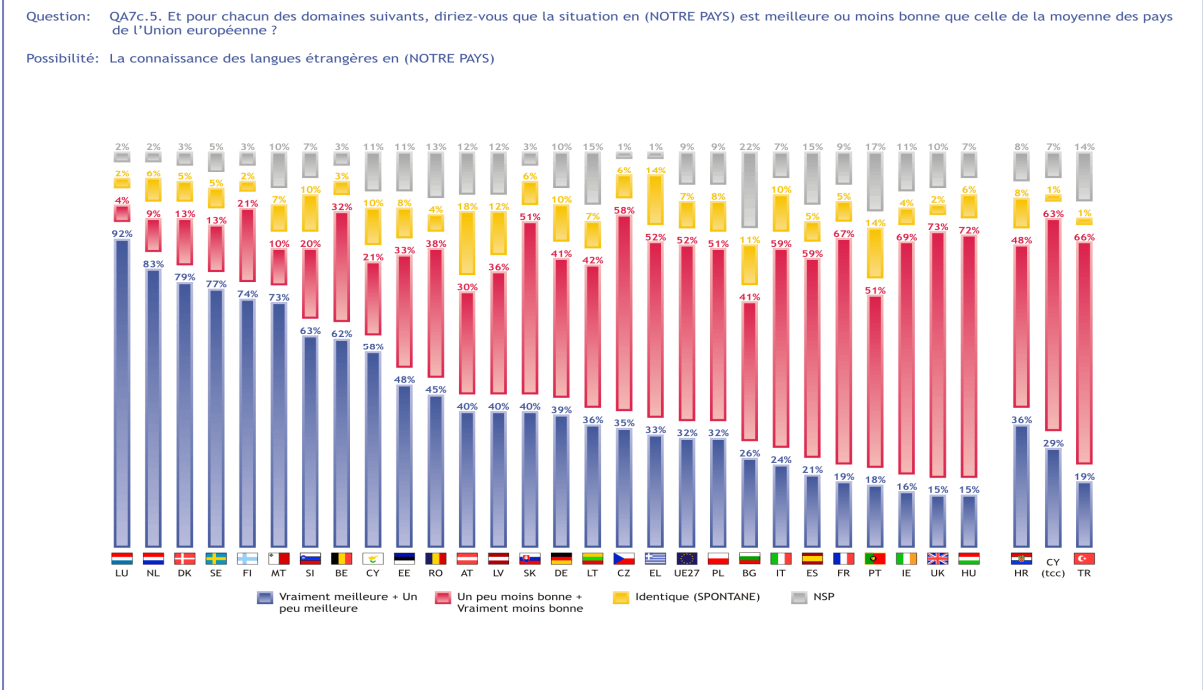
Possibilité: Les transports publics en (NOTRE PAYS) (N)



En ce qui concerne les transports en commun, 61% des répondants du Luxembourg, ex aequo en tête de classement avec la France, considèrent leur situation meilleure que celle de la moyenne des pays de l'UE. Les plus insatisfaits sont les sondés de Chypre (79%) et ceux de la Roumanie (76%).



Les pays scandinaves dominent au niveau environnemental. Quant au Luxembourg, il considère à 60% des sondés que la situation de l'environnement est meilleure par rapport celle de l'UE (43%). Malte, la Hongrie et la Roumanie sont à 73% les pays qui se considèrent les moins bons par rapport à la moyenne des pays de l'UE.

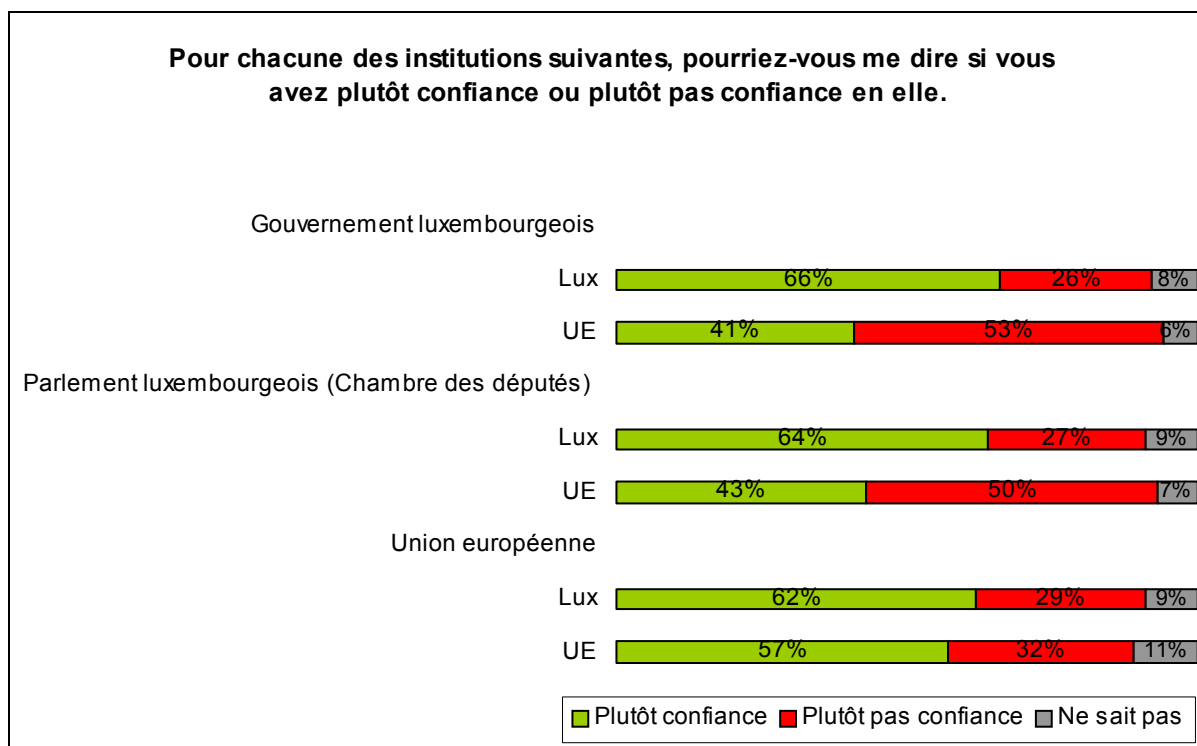


Le Luxembourg se positionne, pour 92% des sondés dans le pays, comme l'Etat dans lequel la situation est meilleure quant à la connaissance des langues par rapport à la moyenne des pays de l'UE, première place occupée devant les Pays-Bas (83%) et les pays scandinaves. Il faut relever que le Luxembourg compte environ 40% de résidents non-nationaux. Ce score s'explique par la présence d'Institutions européennes. Par ailleurs, la place financière attire beaucoup de sociétés internationales ce qui nécessite, par conséquent, de recourir à des employés qualifiés venant de l'étranger, le Luxembourg ne pouvant pas fournir toutes ces compétences requises par son économie. Le Royaume-Uni est le pays où la connaissance des langues est la moins bonne (73%). Il est possible de supposer que ce résultat est dû au fait que l'anglais est une langue universelle et que, en conséquence, les citoyens britanniques ne considèrent pas une priorité le fait d'apprendre d'autres langues.

II. La confiance accordée aux institutions nationales et européennes

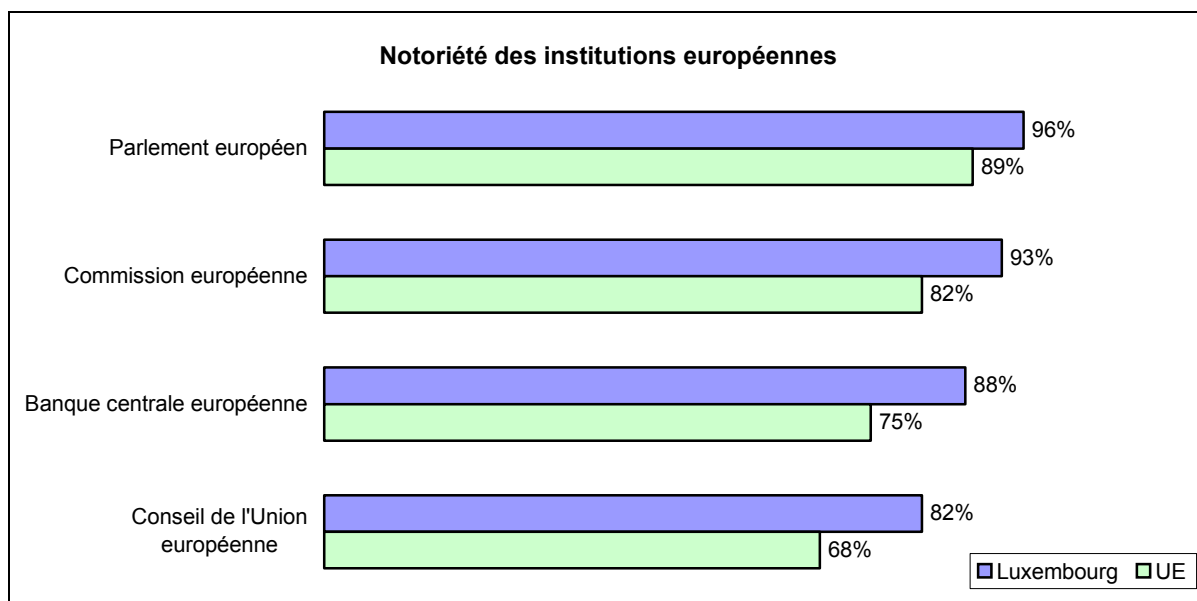
L'analyse comparée de la perception des institutions nationales et européennes montre la plus grande confiance accordée aux institutions luxembourgeoises et que les citoyens au Luxembourg accordent une confiance supérieure aux institutions européennes que la moyenne des citoyens de l'Union européenne.

II.1. Les institutions nationales

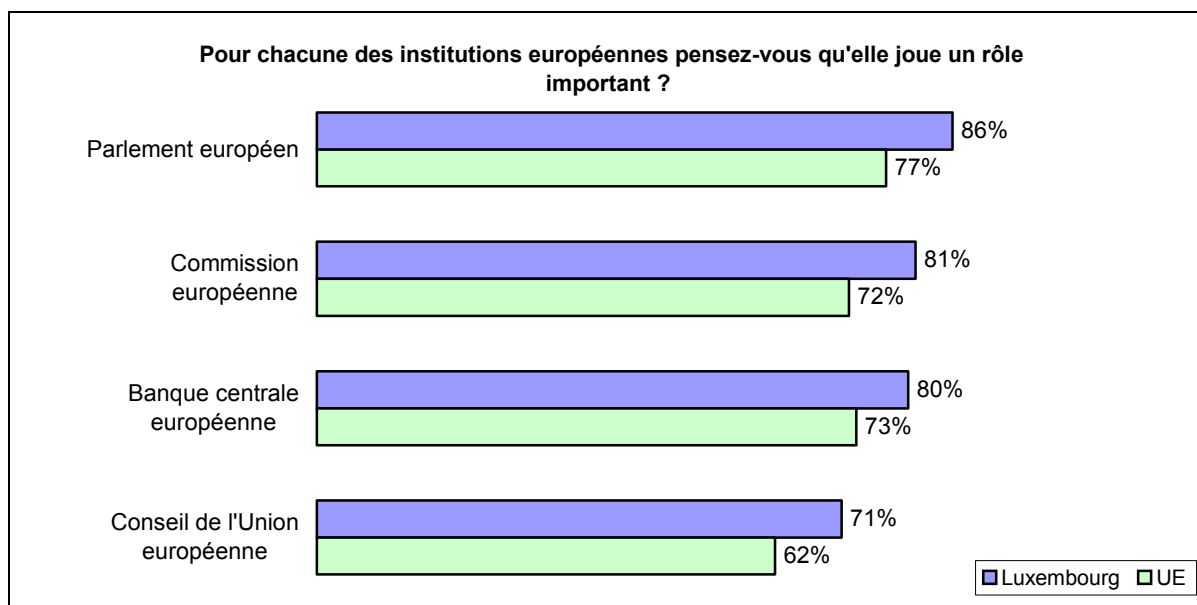


Les citoyens du Luxembourg accordent généralement une confiance plus grande à leurs institutions si on la compare à l'Union dans son ensemble. Le degré de confiance le plus important revient au Gouvernement avec 66% (UE : 41%), suivi de la Chambre des députés 64% (UE : 43%). Néanmoins nous observons un changement de la situation par rapport à la confiance accordée aux institutions au Luxembourg depuis l'Eurobaromètre de printemps 2006: -1 point pour le Gouvernement, + 6 points pour la Chambre des députés. L'Union européenne dispose de la confiance de 62% des citoyens du Luxembourg (UE: 57%), soit 8 points de plus par rapport à l'Eurobaromètre de printemps 2006.

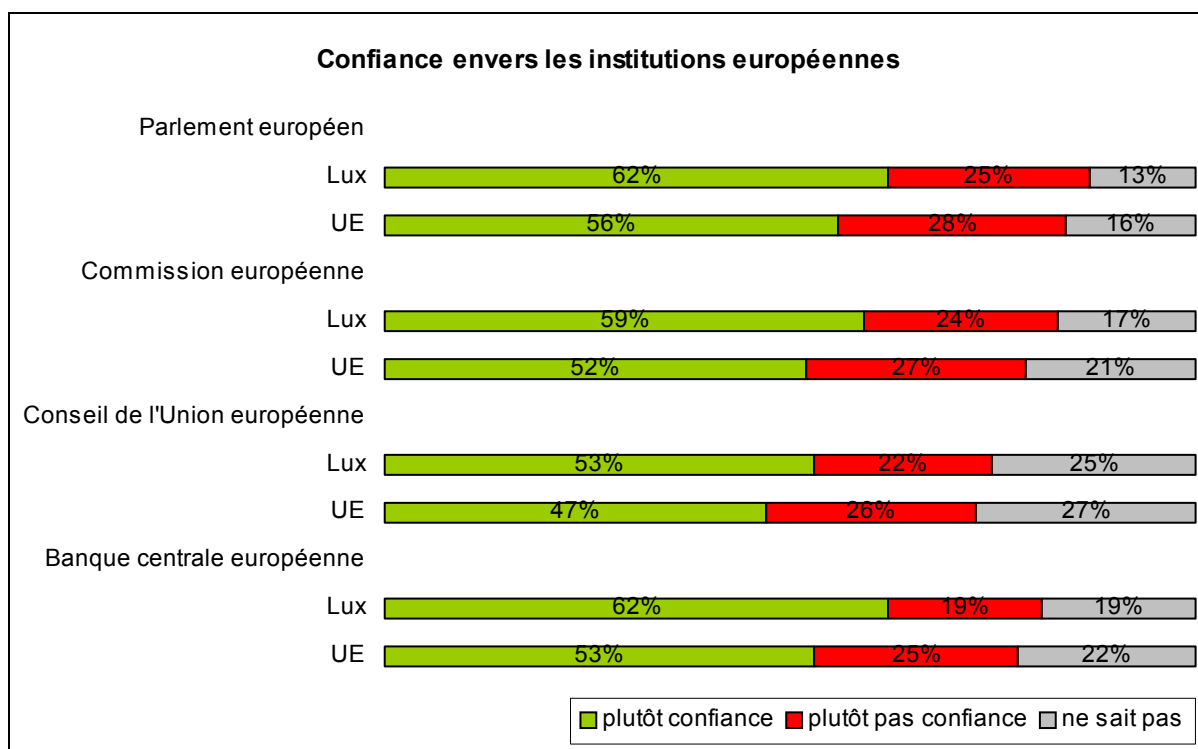
II.2. Les institutions européennes



La notoriété des institutions européennes est supérieure au Luxembourg qu'au niveau communautaire. Au Luxembourg, le Parlement européen devance la Commission ; il faut relever que ces deux institutions sont de loin celles qui ont la notoriété la plus élevée avec des taux dépassant 80% au niveau de l'Union européenne. La Banque centrale européenne (BCE) bénéficie d'un bon niveau de notoriété au Luxembourg et le Conseil de l'Union européenne se classe à la dernière place avec un écart sensible, surtout au niveau européen. BCE et Conseil de l'Union sont moins bien connus si l'on considère l'UE dans son ensemble.



L'importance des rôles joués accordée aux institutions européennes est à la mesure de leurs notoriétés respectives, avec des valeurs moins élevées de 2 points (BCE) à 12 points (Parlement européen) au niveau de l'UE.



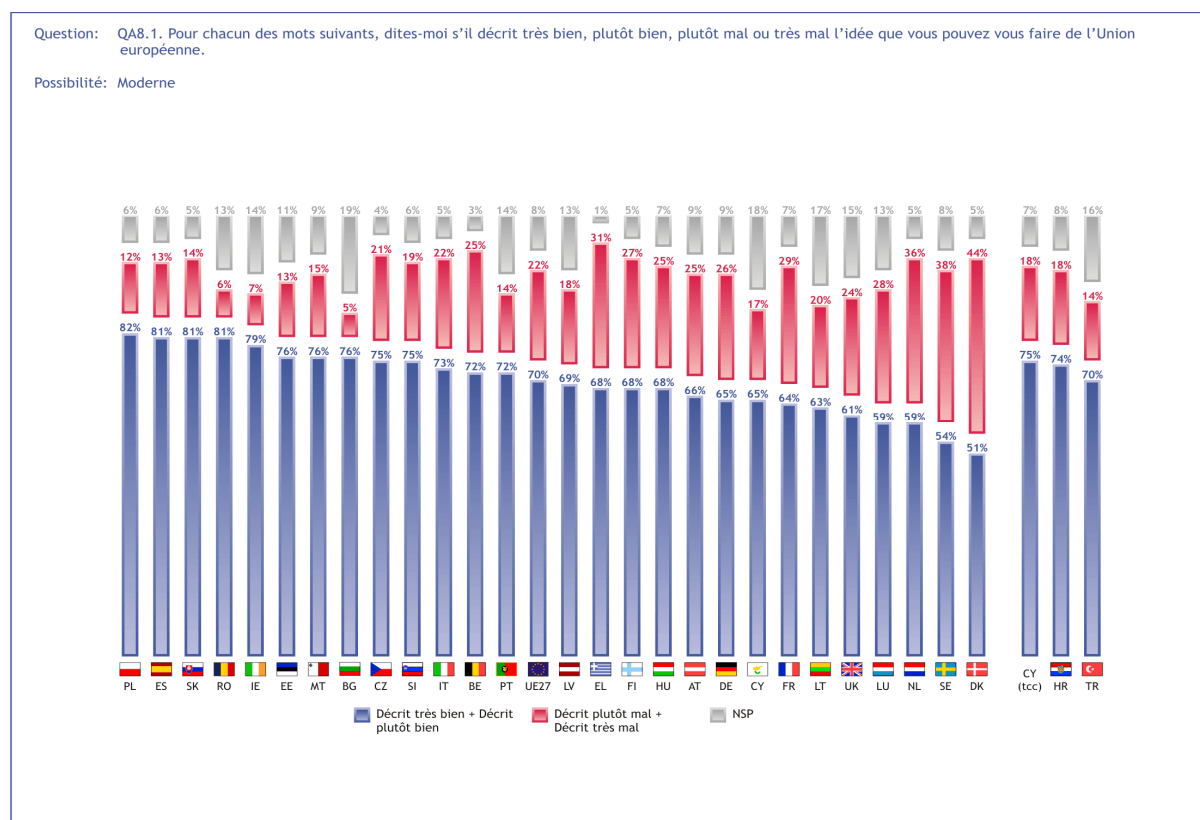
La confiance accordée aux institutions européennes est sensiblement supérieure au Luxembourg qu'au niveau communautaire. Le taux des non-réponses est fonction de la notoriété inégale des différentes institutions. Au Luxembourg, toutes les institutions bénéficient de la confiance d'une majorité de plus de 50% de la population, ce qui n'est pas le cas au niveau de l'Union européenne où le Conseil de l'Union européenne ne bénéficie pas d'une majorité absolue. La méfiance, ou si l'on peut dire l'absence de confiance, est exprimée par 19% à 25% des interrogés au Luxembourg selon les institutions et par 25% à 28% des interrogés au niveau de l'Union européenne.

Notons de manière générale que par rapport au printemps 2006 nous observons une baisse de la confiance envers le Parlement européen au niveau luxembourgeois (-2 points). A l'inverse, au niveau européen nous observons encore une hausse de la confiance de 4 à 5 points selon l'institution.

III. La perception de l'Union européenne

« Démocratique », « moderne », « protectrice » et « technocratique » sont dans l'ordre les qualificatifs qui caractérisent aux yeux de l'opinion publique au Luxembourg le mieux l'Union européenne. La paix et l'euro symbolisent le plus cette même Union dont on la conviction que, d'en faire partie, est une bonne chose et ce dont le pays a bénéficié. Le 50^{ième} anniversaire du Traité de Rome n'est un signe d'espoir que pour un citoyen sur trois et laisse plutôt indifférent. Au sujet de la mondialisation, les citoyens au Luxembourg ont des sentiments plutôt négatifs : délocalisations et manque de protection de la part de l'UE sont les craintes exprimées majoritairement.

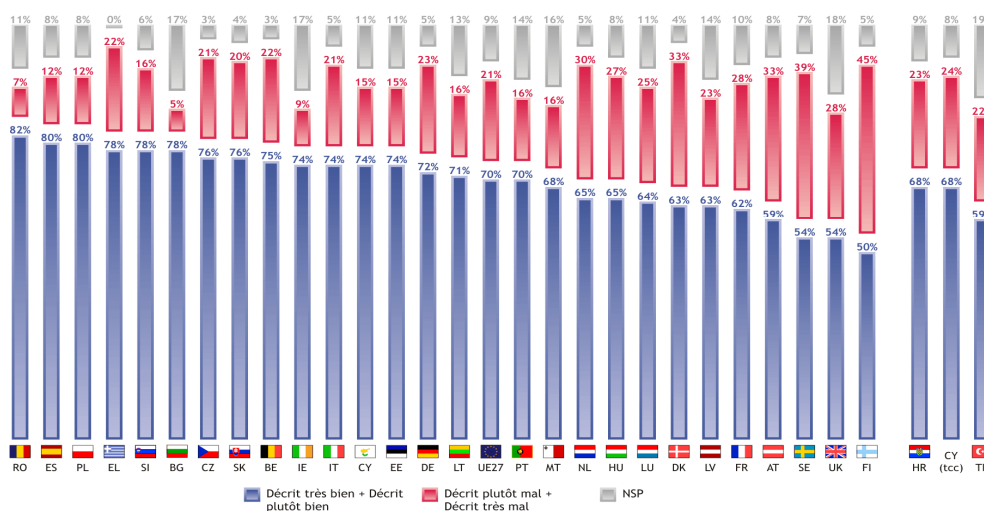
III.1. L'image de l'Union européenne



Pour 59% des habitants du Luxembourg le mot "moderne" décrit très bien ou plutôt bien l'Union européenne (UE: 70%). Le Luxembourg est le sixième pays de l'Union le moins d'accord avec cette définition (d'accord 59%, pas d'accord 28%). Le Danemark (44%) et la Suède (38%) sont les deux pays qui refusent le plus cette définition.

Question: QA8.2. Pour chacun des mots suivants, dites-moi s'il décrit très bien, plutôt bien, plutôt mal ou très mal l'idée que vous pouvez vous faire de l'Union européenne.

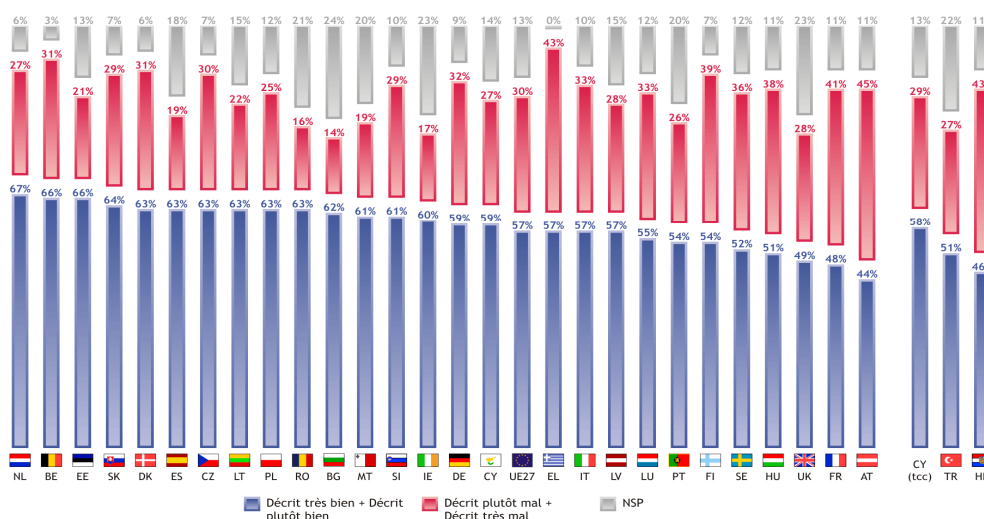
Possibilité: Démocratique



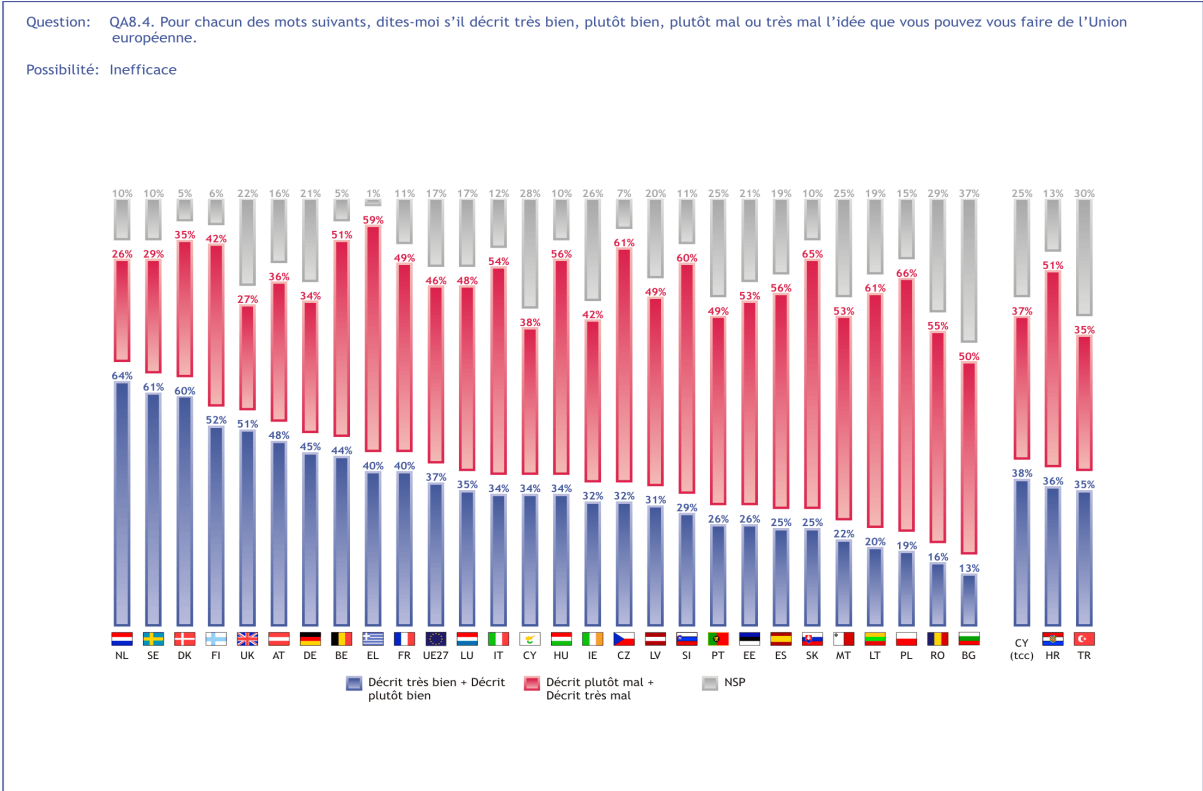
Pour 64% des sondés au Luxembourg le mot "démocratique" correspond bien à l'Union européenne (UE: 70%) et pour un quart d'entre eux, ce terme n'est pas adapté. Les pays scandinaves et l'Autriche sont les pays qui partagent le moins cette opinion par rapport à cette définition.

Question: QA8.3. Pour chacun des mots suivants, dites-moi s'il décrit très bien, plutôt bien, plutôt mal ou très mal l'idée que vous pouvez vous faire de l'Union européenne.

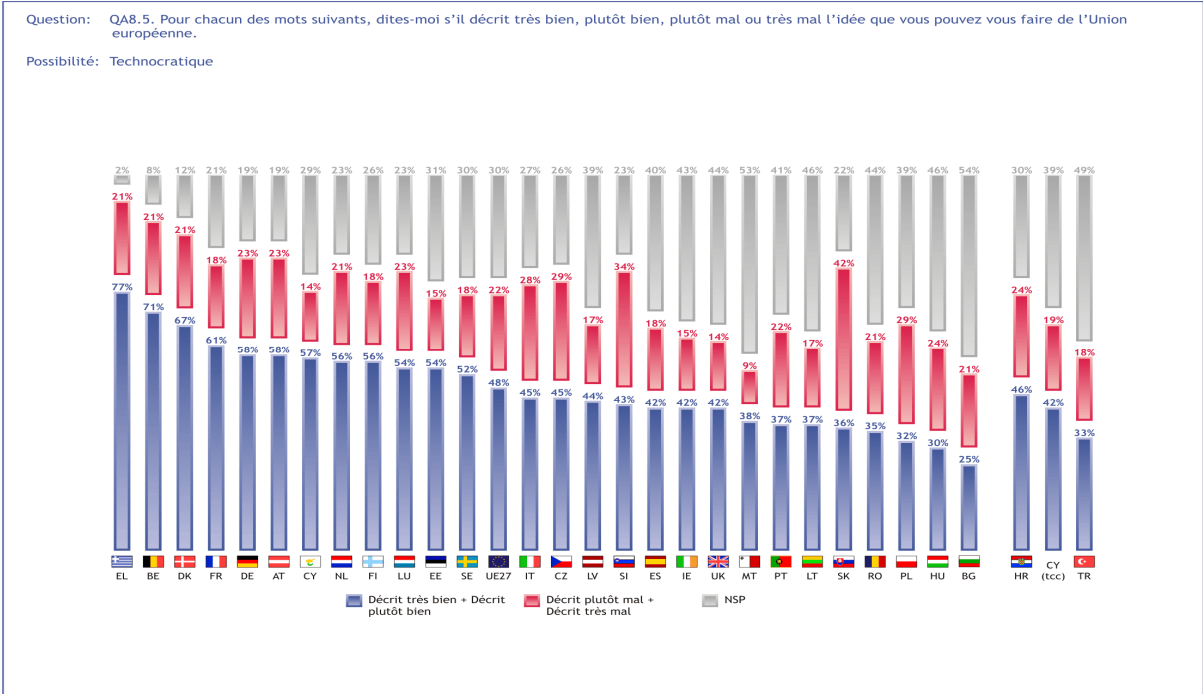
Possibilité: Protectrice



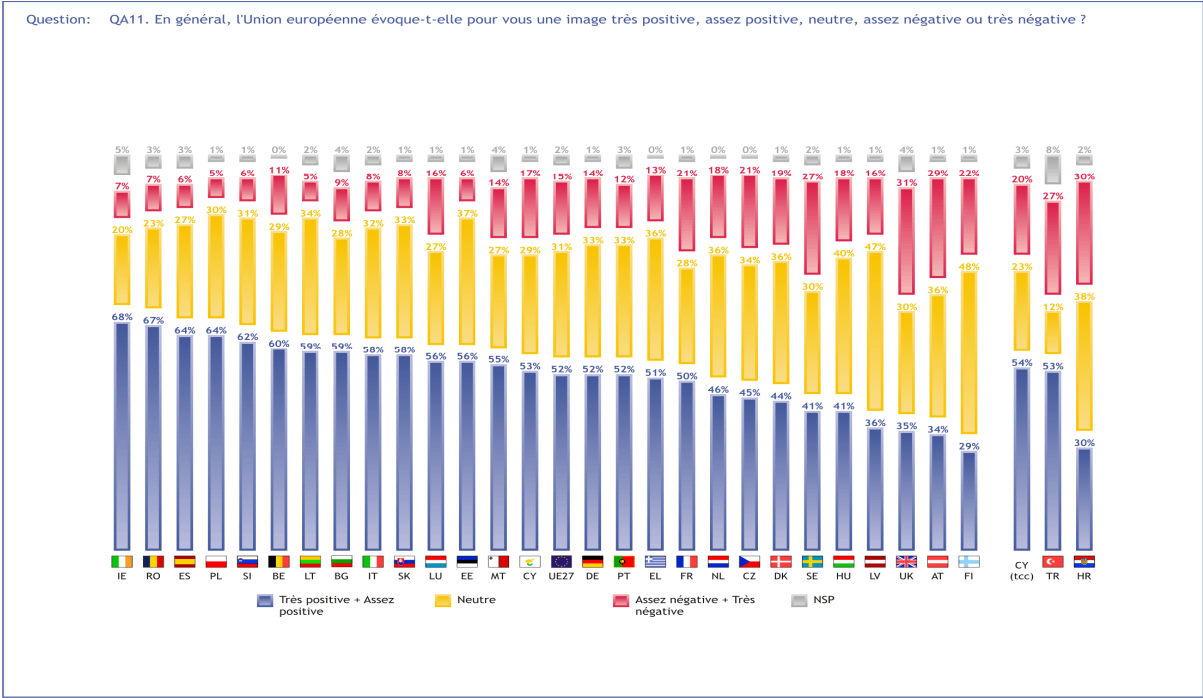
En ce qui concerne le mot "protectrice", les répondants au Luxembourg considèrent à 55% qu'il correspond bien à l'idée qu'ils peuvent avoir sur l'Union européenne (UE: 57%) et à 33% que cette définition n'est pas adaptée. Les répondants les plus satisfaits par rapport à ce terme sont ceux des Pays-Bas (67%) suivis de ceux de la Belgique ex aequo avec l'Estonie (66%) et les plus insatisfaits sont ceux de l'Autriche (45%), de la Grèce (43%) et de la France (41%).



Les citoyens au Luxembourg considèrent à 35% que le mot "inefficace" décrit très bien ou plutôt bien l'Union européenne (UE: 37%). Il est intéressant d'observer que des pays qui ont adhéré en mai 2004 à l'UE comme la Pologne, la Slovaquie et la Lituanie sont ceux qui considèrent l'Union européenne le moins comme « inefficace », devant les autres nouveaux pays que sont la Bulgarie et la Roumanie.

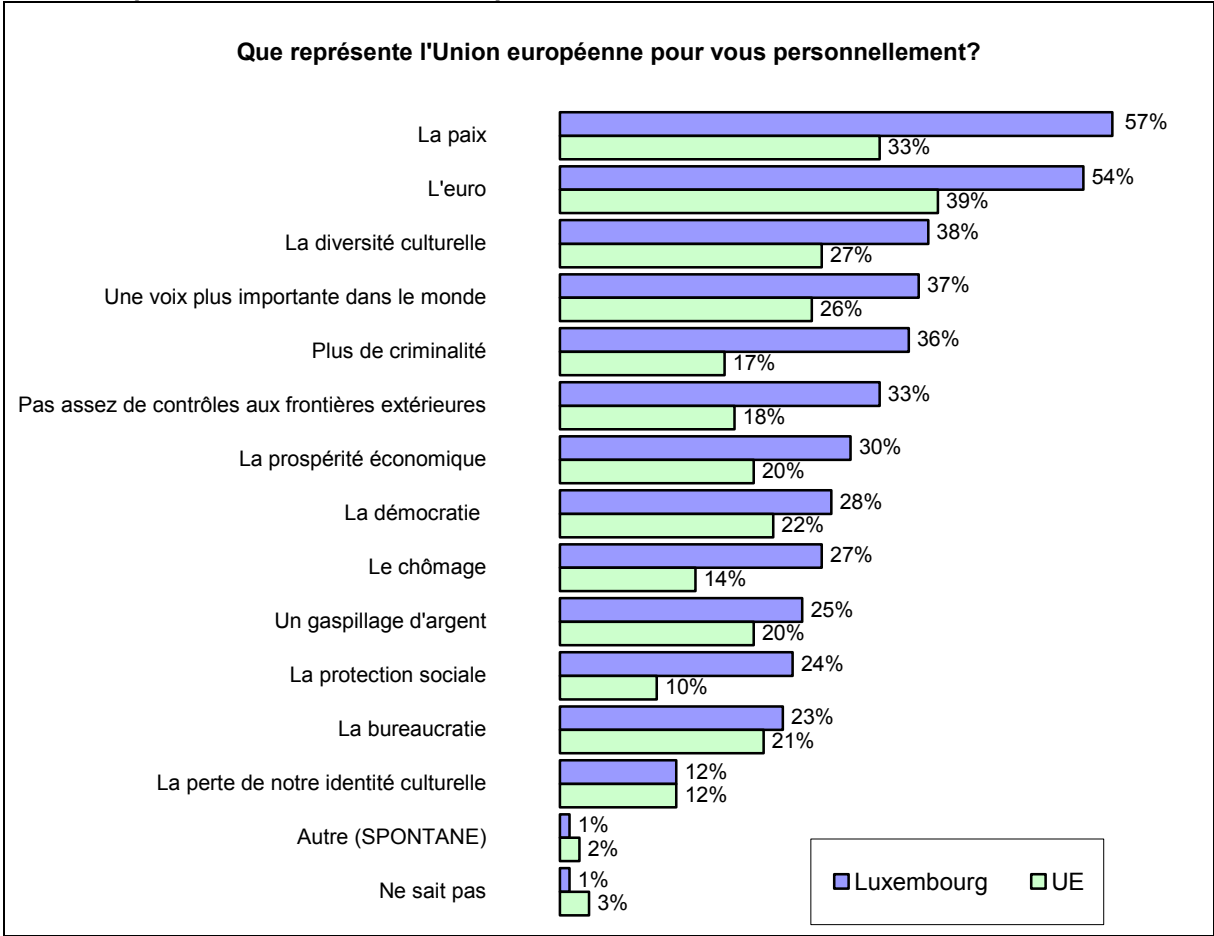


En ce qui concerne le mot "technocratique" les répondants au Luxembourg considèrent à 54% (UE: 48%) que celui-ci correspond bien à l'idée qu'ils peuvent avoir de l'Union européenne et à 27% que cela y correspond mal. Les plus en accord avec cette définition sont les sondés de la Grèce (77%) et de la Belgique (71%), alors que les plus en désaccord avec celle-ci sont ceux de la Bulgarie (25%) et de la Hongrie (30%).



D'une façon générale, l'image de l'Union européenne pour les sondés au Luxembourg est, pour 56% d'entre eux positive, tandis que pour 16% d'entre eux elle est négative.

III.2. La représentation de l'Union européenne

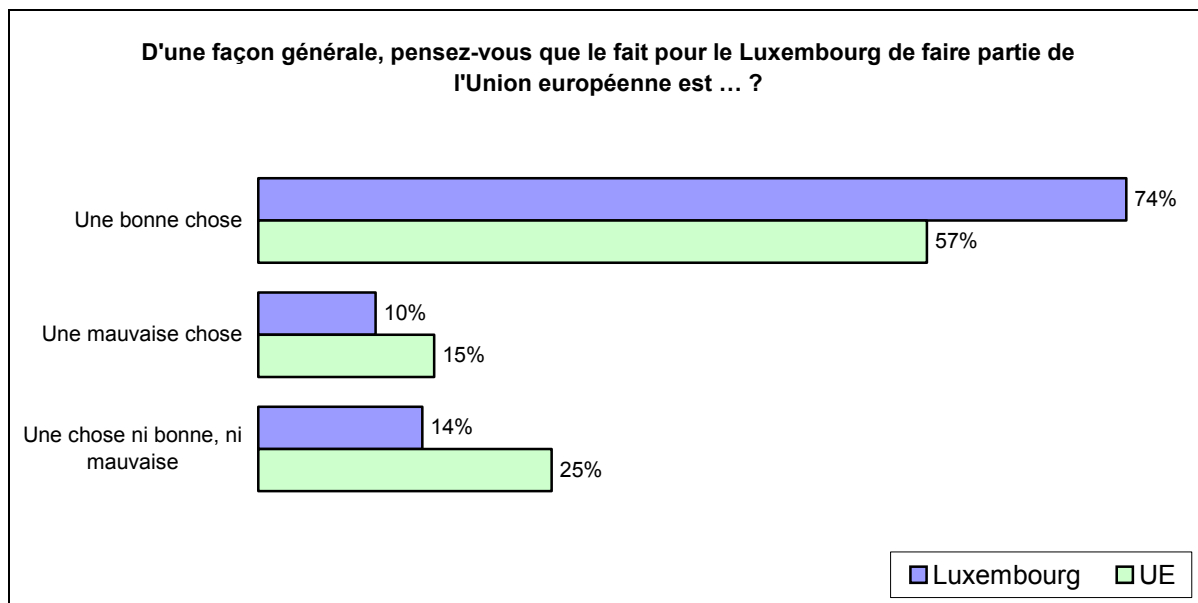


Selon les citoyens du Luxembourg, l'Union européenne est associée premièrement à la paix à 57% (UE: 33%, +7% par rapport au printemps 2006), suivie de l'euro, la monnaie unique, à 54% (UE: 39%,

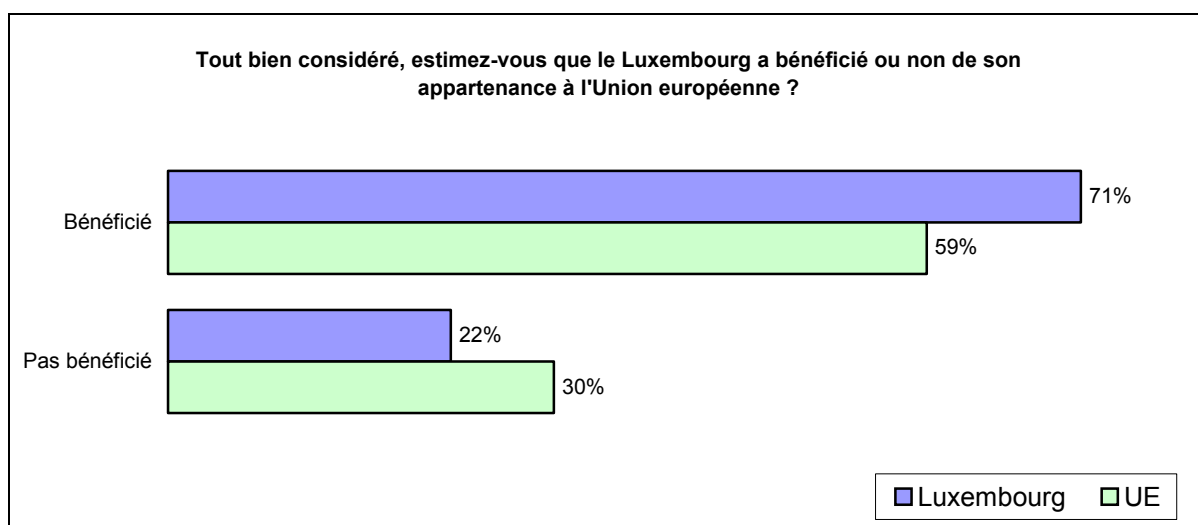
-6% par rapport au printemps 2006). Suivent à 16 points d'écart la diversité culturelle (38%, UE: 27%) et une voix plus importante dans le monde (37%, UE: 26%).

Notons aussi que les différences entre les résultats luxembourgeois et la moyenne des Vingt-sept pays européens sont assez frappantes. Elles concernent surtout les citations "paix" (Lux.: 57%, UE: 33%), "criminalité" (Lux.: 36%, UE: 17%), "pas assez de contrôles aux frontières extérieures" (Lux.: 33%, UE: 18%) et "protection sociale" (Lux.: 24%, UE: 10%).

III.3. Les bénéfices tirés de l'appartenance à l'Union européenne

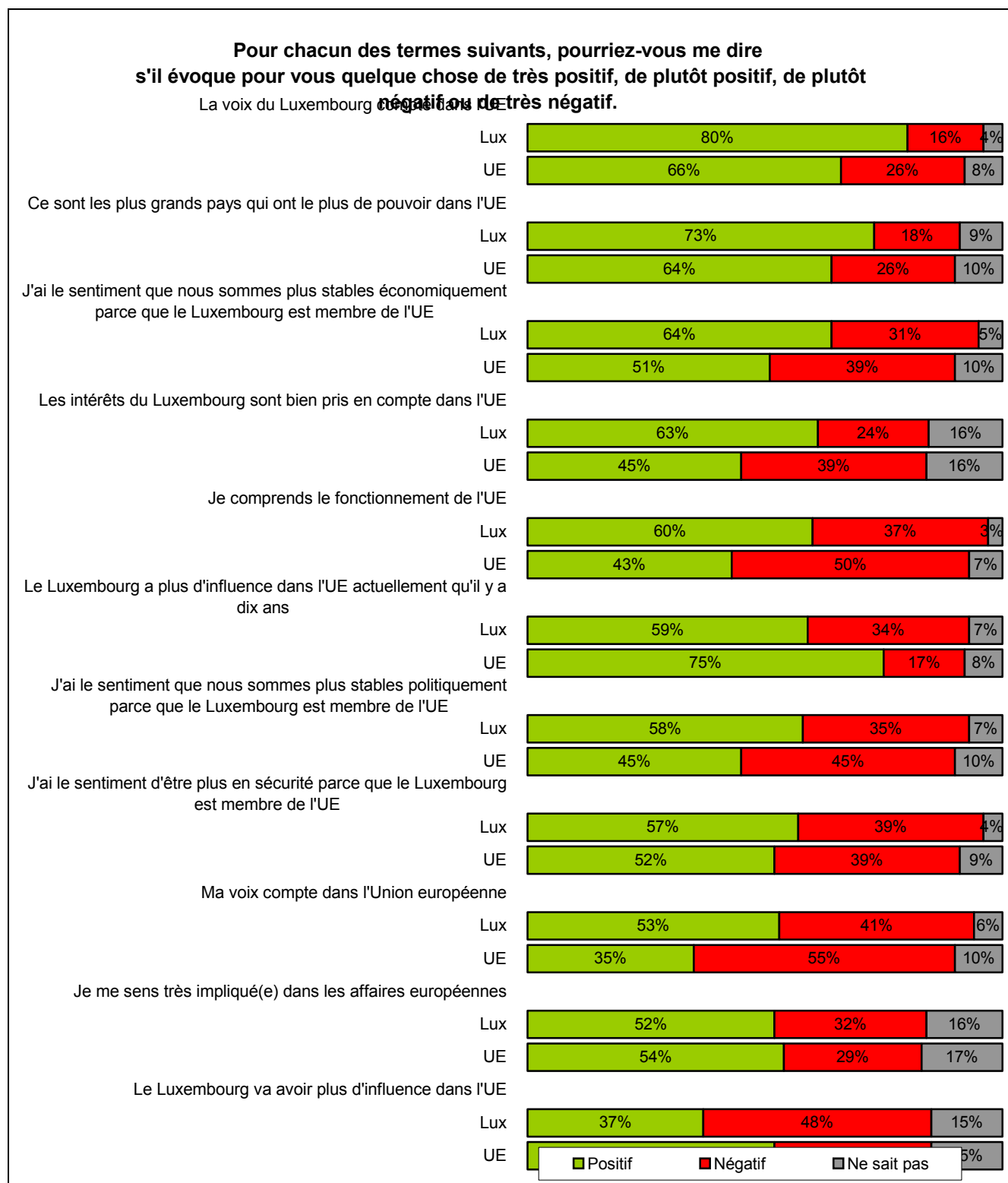


Les sondés au Luxembourg au printemps 2007 considèrent à 74% que faire partie de l'UE est une bonne chose (UE: 57%), 10% pensent que c'est une mauvaise chose et 14% n'en pensent rien, ni en bien ni en mal.

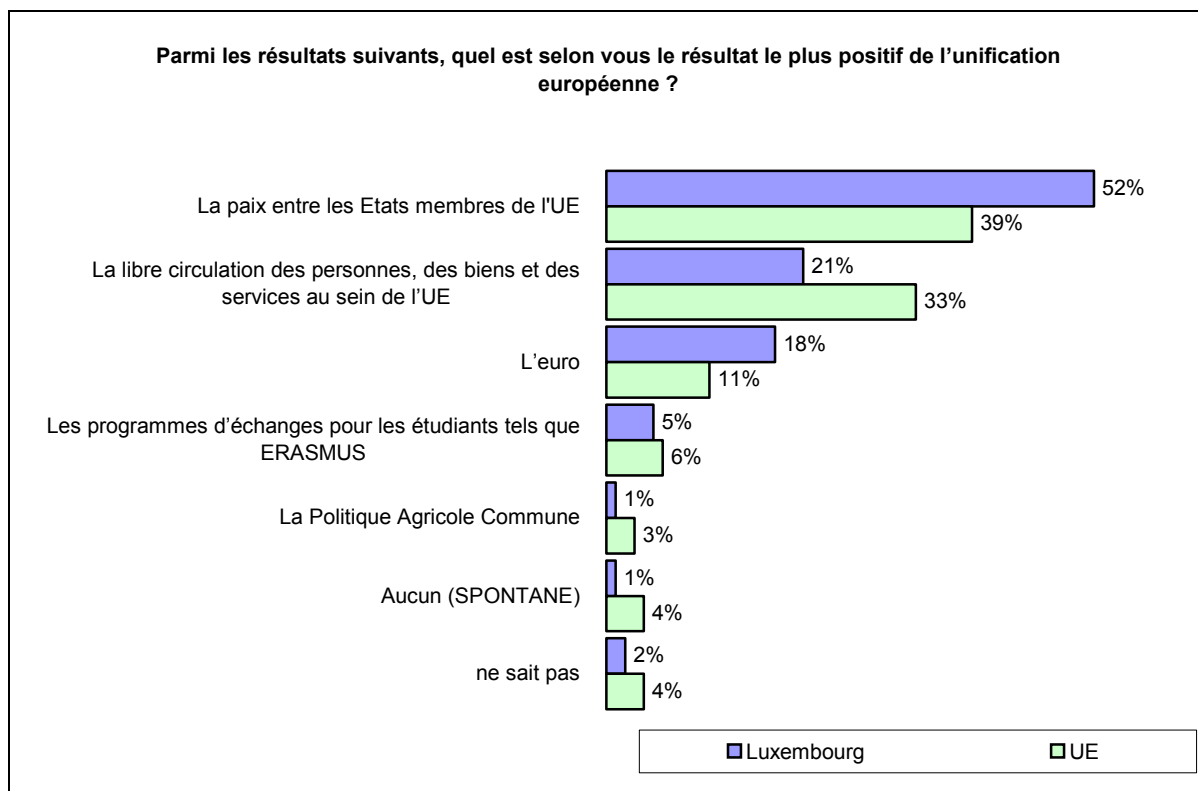


De ce fait, 71% des répondants estiment que l'appartenance à l'UE a apporté des bénéfices au pays, chiffre supérieur à la moyenne (59%).

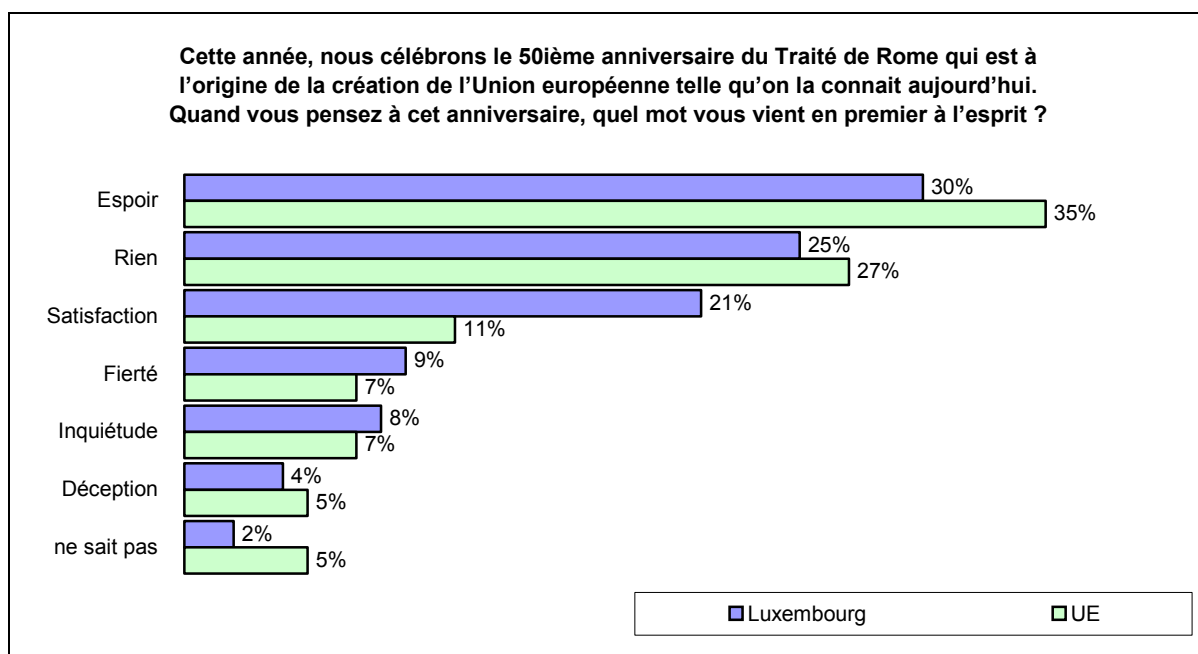
III.4. Le citoyen et l'Union européenne



Les citoyens du Luxembourg ont une haute appréciation du rôle de leur pays dans l'UE, puisque 80% pensent que sa voix compte. Par contre, 73% ne manquent pas de relever que ce sont les grands pays qui ont le plus de pouvoir dans l'UE. Etre membre signifie aussi, pour 64% des répondants, la stabilité économique.

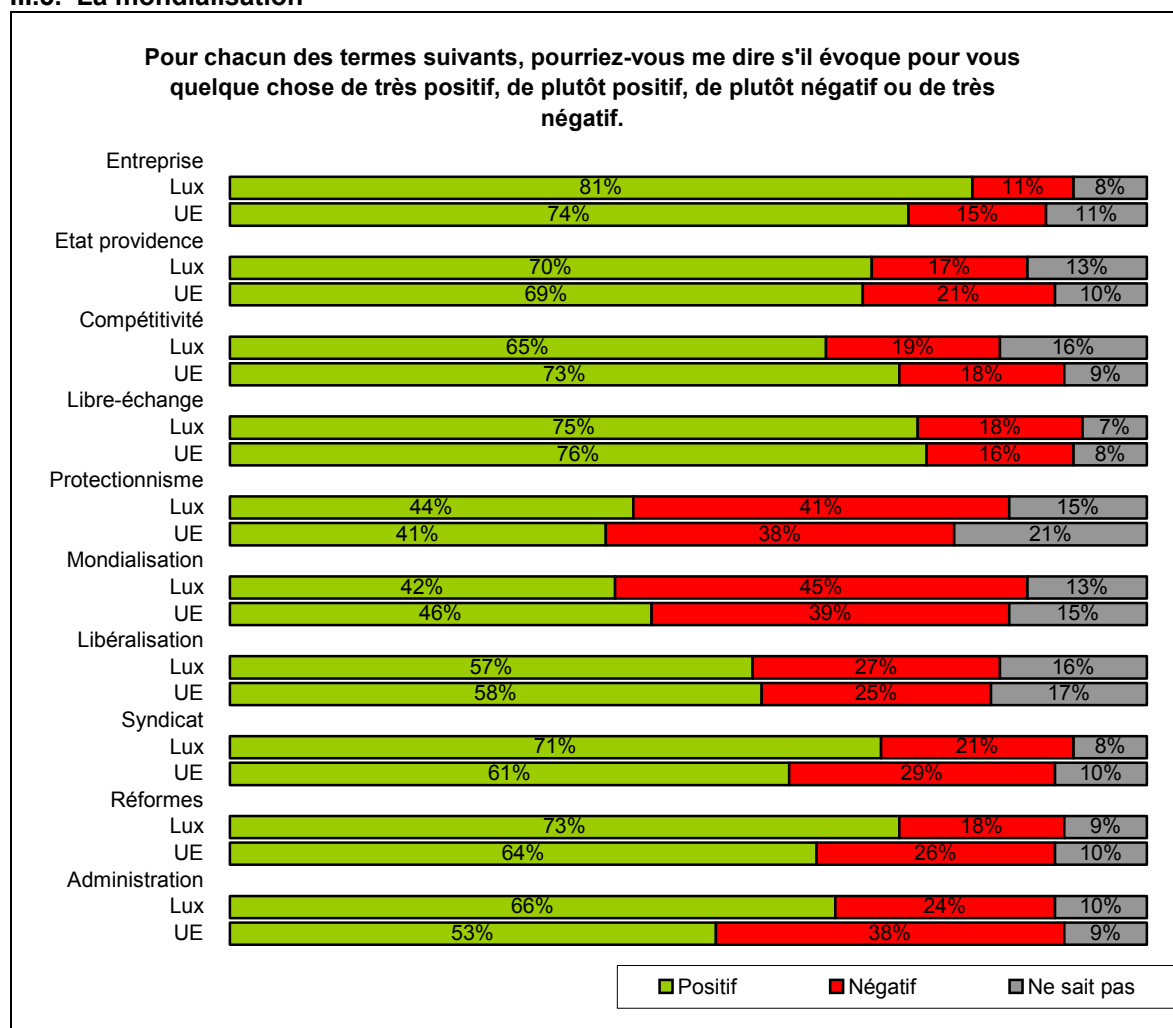


L'unification européenne a amené, en premier lieu, selon les répondants du Luxembourg, la paix entre les Etats membres (52%, UE: 39%) suivi de la libre circulation des personnes, des biens et des services au sein de l'UE (21%, UE: 33%) et, en troisième position, la monnaie unique (18%, UE: 11%).

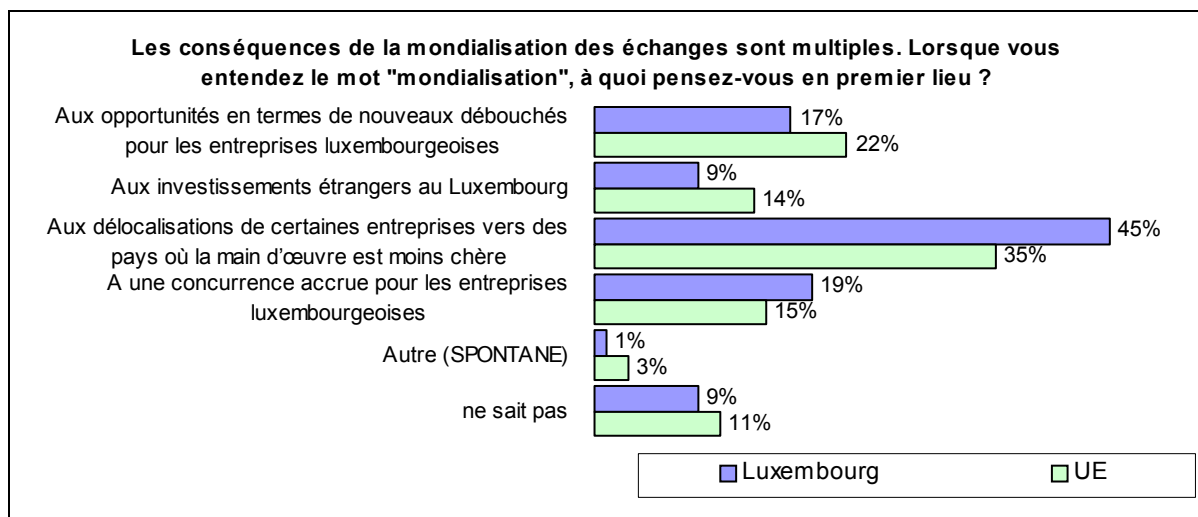


Le 50^{ème} anniversaire du Traité de Rome suscite de l'espoir pour 30% des répondants du Luxembourg (UE: 35%) et de la satisfaction (21%, UE: 11%). Il est important de remarquer que pour un quart des répondants rien ne leur est venu à l'esprit.

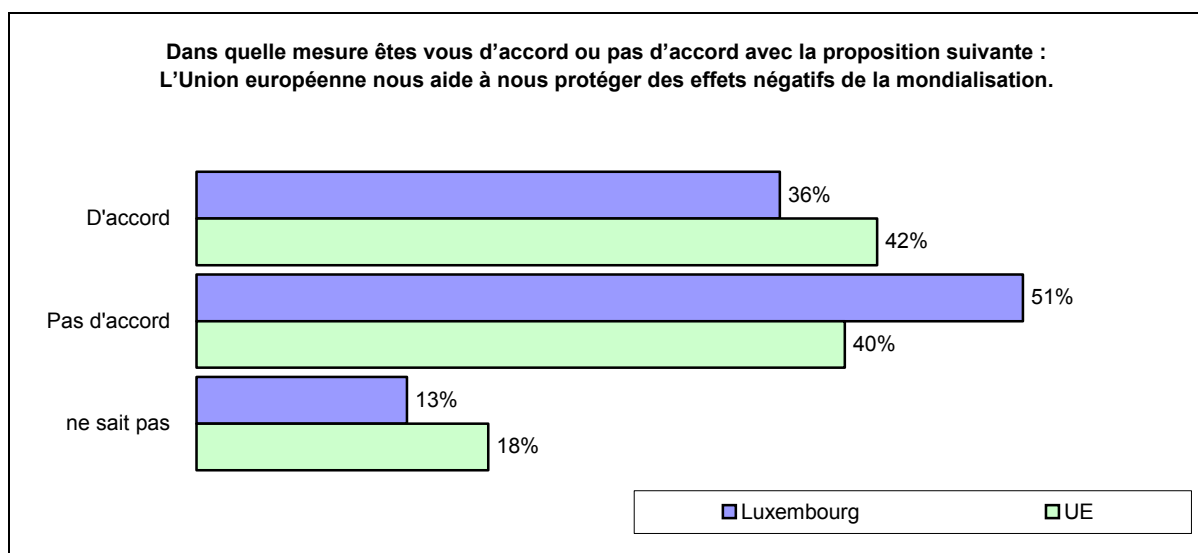
III.5. La mondialisation



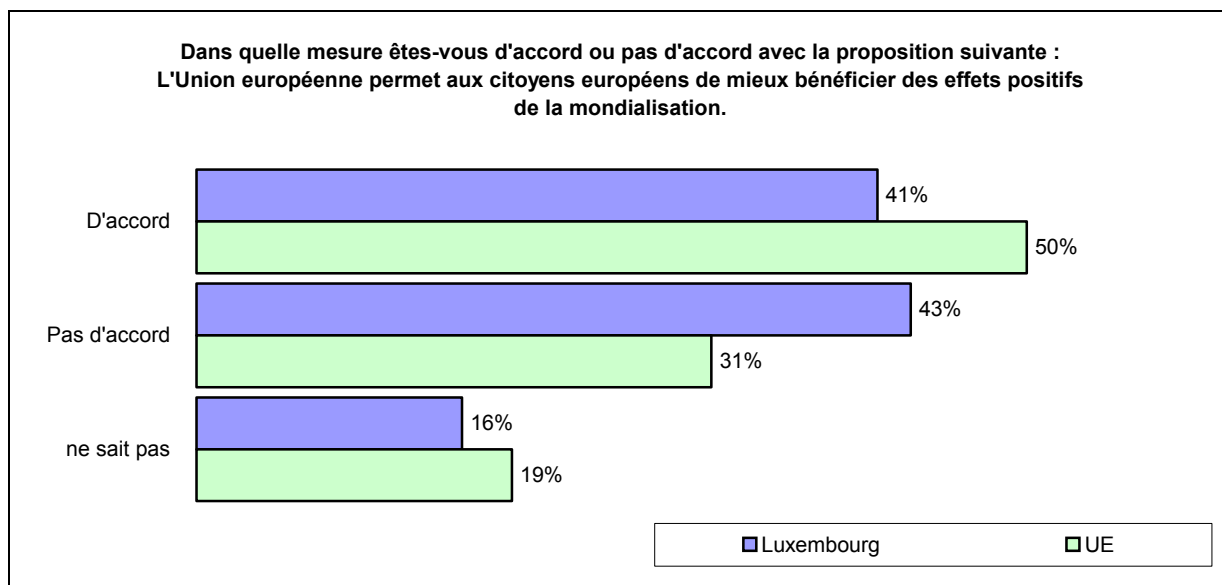
L'avis par rapport à différents termes tels que, par exemple, « entreprise », « Etat providence », compétitivité » et « libre échange », est, de façon générale, positif. Les deux concepts qui, par contre, ont une forte connotation négative sont "protectionnisme" et "mondialisation". En effet, ces deux mots, pour plus de 40% des sondés au Luxembourg, évoquent quelque chose de négatif contrairement aux autres termes de la liste qui sont perçus comme négatifs au maximum pour un quart à peu près des répondants au Luxembourg.



La première pensée que les répondants ont de la mondialisation est la délocalisation de certaines entreprises vers des pays où la main d'œuvre est moins chère (LU: 45%, UE: 35%), ensuite vient la concurrence accrue pour les entreprises luxembourgeoises (LU: 19%, UE: 15%) et les opportunités en termes de nouveaux débouchés pour les entreprises luxembourgeoises (LU: 17%, UE: 22%).



Pour 51% (UE: 40%) des sondés au Luxembourg le fait d'appartenir à l'Union européenne ne protège pas des effets négatifs de la mondialisation. Plus d'un tiers (36%, UE: 42%), par contre, estime le contraire et les restants 13% (UE: 18%) ne s'expriment pas à ce sujet.



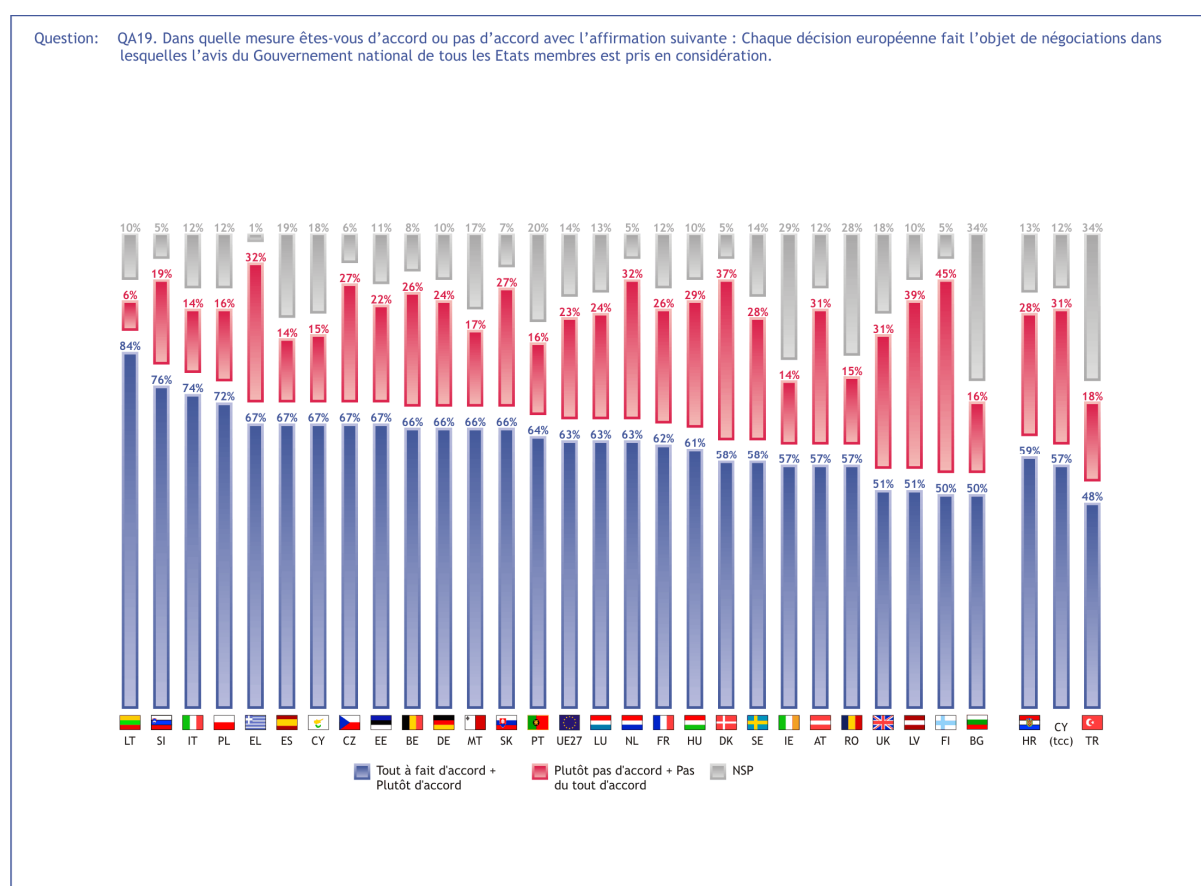
De même, 43% (UE: 31%) des sondés considèrent qu'appartenir à l'Union européenne ne permet pas de mieux bénéficier des effets positifs de la mondialisation. 41% (UE: 50%), par contre, estiment le contraire.

IV. La prise de décisions dans l'Union européenne

Ce chapitre a pour objet d'analyser quel niveau de prise de décisions, national ou européen, est préféré des citoyens au Luxembourg en fonction des domaines politiques.

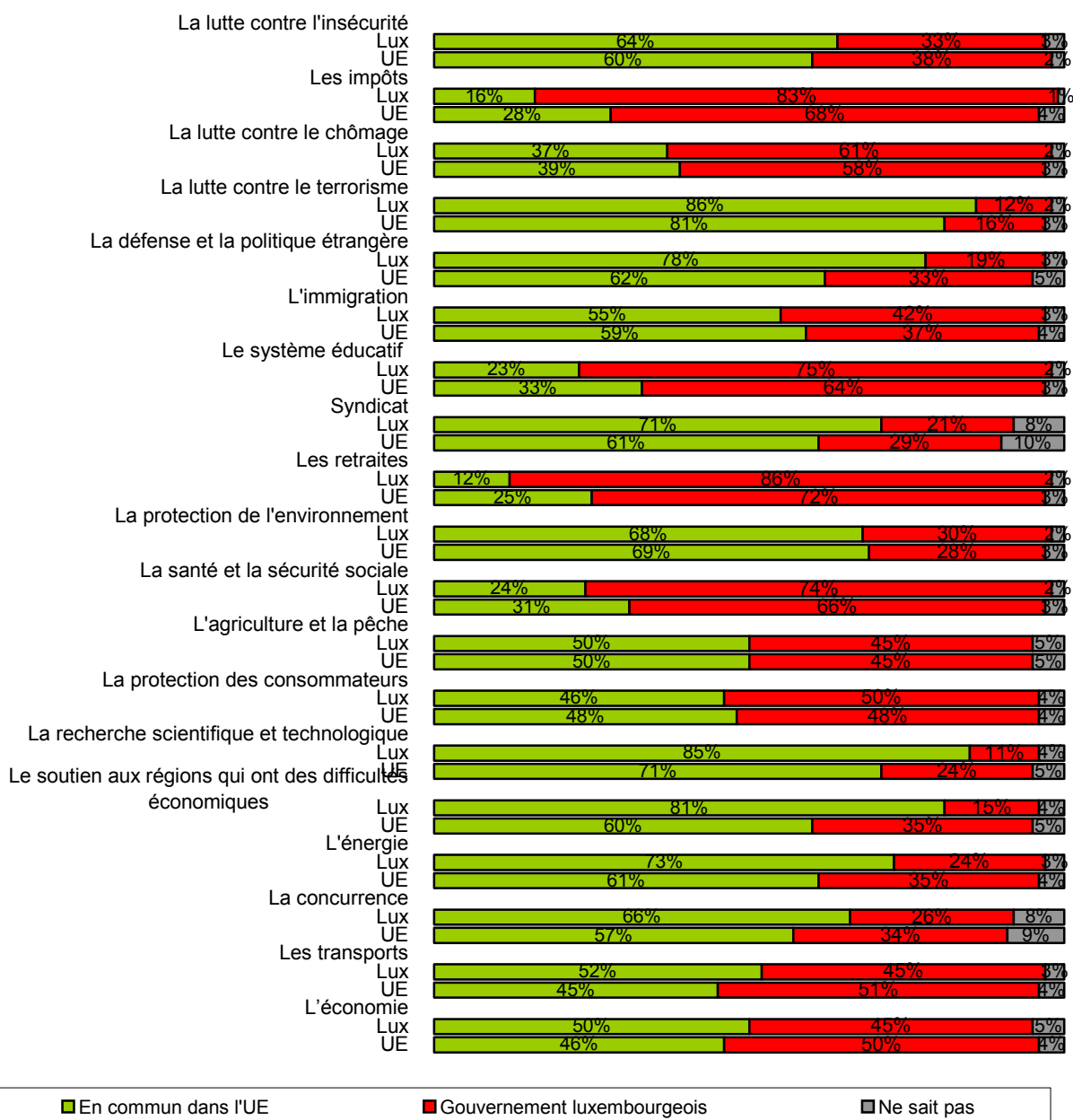
Ensuite, les répondants ont indiqué leur opinion par rapport à une "Europe à deux vitesses" et à l'attente ou non, selon eux, des autres pays pour intensifier le développement d'une politique européenne commune dans certains domaines.

IV.1. Niveau de la prise de décisions



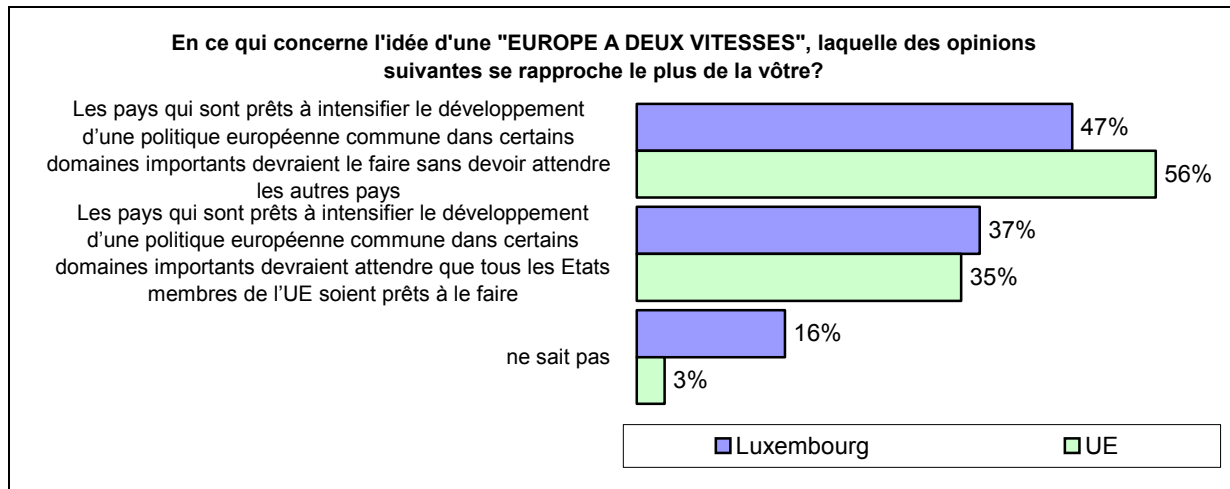
Les citoyens du Luxembourg sont d'accord à 63% sur le fait que l'avis du Gouvernement national est pris en considération lors de chaque décision européenne. Le pourcentage de personnes qui partagent cette opinion s'aligne parfaitement avec la moyenne des pays de l'UE et il en est pratiquement de même pour ceux qui ne sont pas d'accord (24% contre 23% dans l'UE).

Pour chacun des domaines suivants, pensez-vous que les décisions devraient être prises par le Gouvernement luxembourgeois ou qu'elles devraient être prises en commun au sein de l'Union européenne ?



Les décisions qui doivent être majoritairement prises en commun dans l'Union européenne sont la lutte contre le terrorisme (86%, UE: 81%), suivi de la recherche scientifique et technologique (85%, UE: 71%) et du soutien aux régions qui ont des difficultés économiques (81%, UE: 60%). Les sondés au Luxembourg, par contre, souhaitent que les décisions relatives aux retraites (86%, UE: 72%), aux impôts (83%, UE: 68%) et à la santé et la sécurité sociale (74%, UE: 66%) soient prises directement par le Gouvernement national.

IV.2. Une "Europe à deux vitesses"

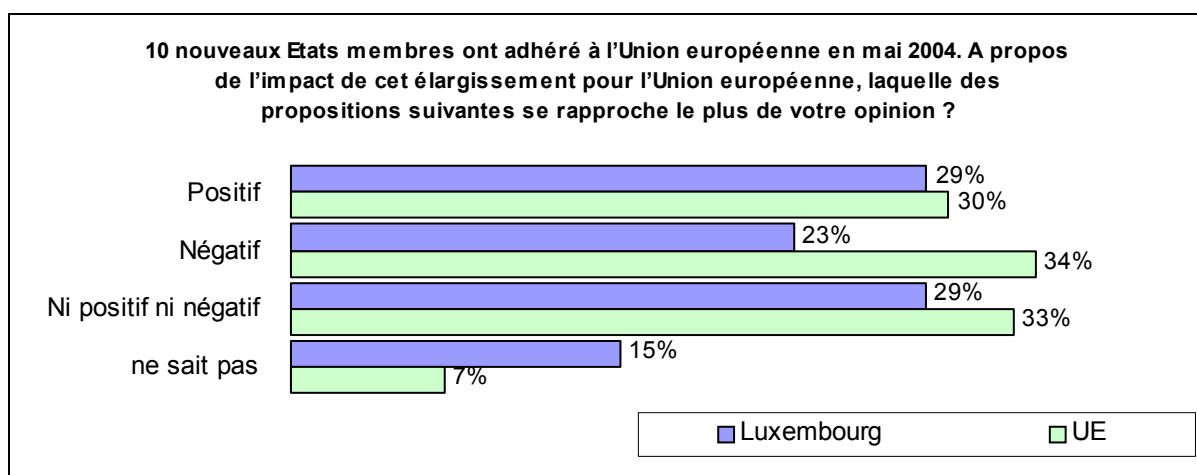


En ce qui concerne l'idée d'une "Europe à deux vitesses", 47% (UE: 56%) des répondants du Luxembourg considèrent que les pays qui sont prêts à intensifier le développement d'une politique européenne commune dans certains domaines devraient le faire sans devoir attendre les autres pays. 37% (UE: 35%) considèrent, par contre, que les pays "prêts" devraient attendre que tous les Etats membres de l'Union européenne soient prêts à le faire et 16% (UE: 3%) ne savent pas.

V. L'élargissement et le futur de l'Union européenne

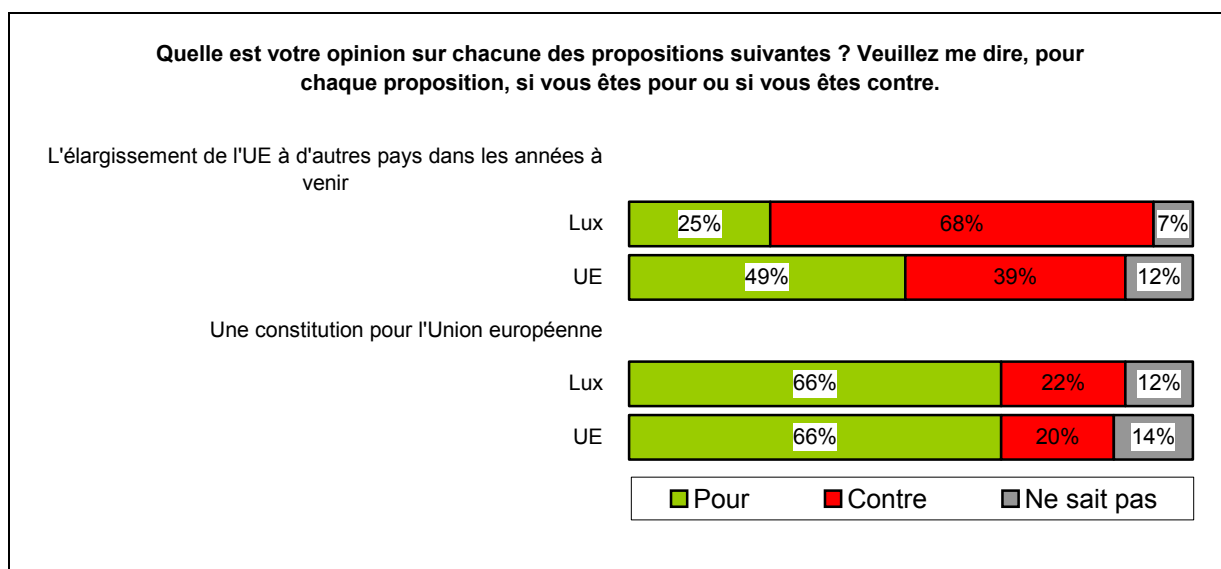
L'élargissement de l'Union européenne en mai 2004 a eu différents effets qui sont résumés dans ce chapitre. Seront également analysés les résultats relatifs aux questions sur de nouveaux élargissements à d'autres pays et sur une future Constitution européenne.

V.1. L'élargissement de mai 2004



L'entrée dans l'UE de 10 nouveaux Etats en mai 2004 a eu un impact positif pour 29% des personnes interrogées au Luxembourg (UE: 30%). Le même taux de réponse se retrouve pour les personnes qui ne considèrent pas cet évènement comme ayant eu un impact de quelque sorte. Malgré cela 23% des sondés au Luxembourg considèrent que ces adhésions ont eu un impact négatif, taux bien plus faible que la moyenne de l'UE avec 34%.

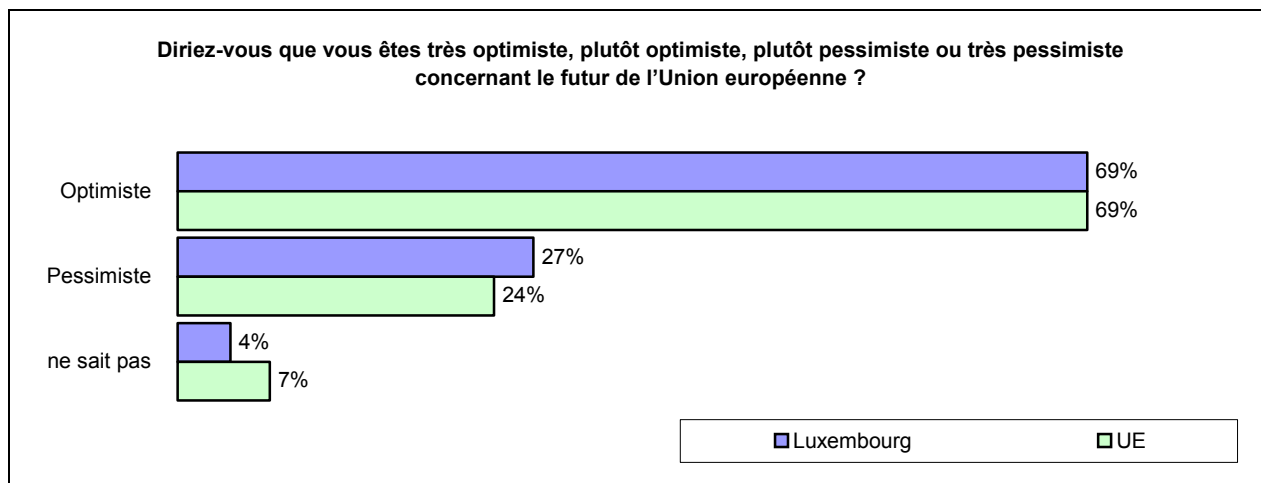
V.2. Les élargissements futurs et la Constitution européenne



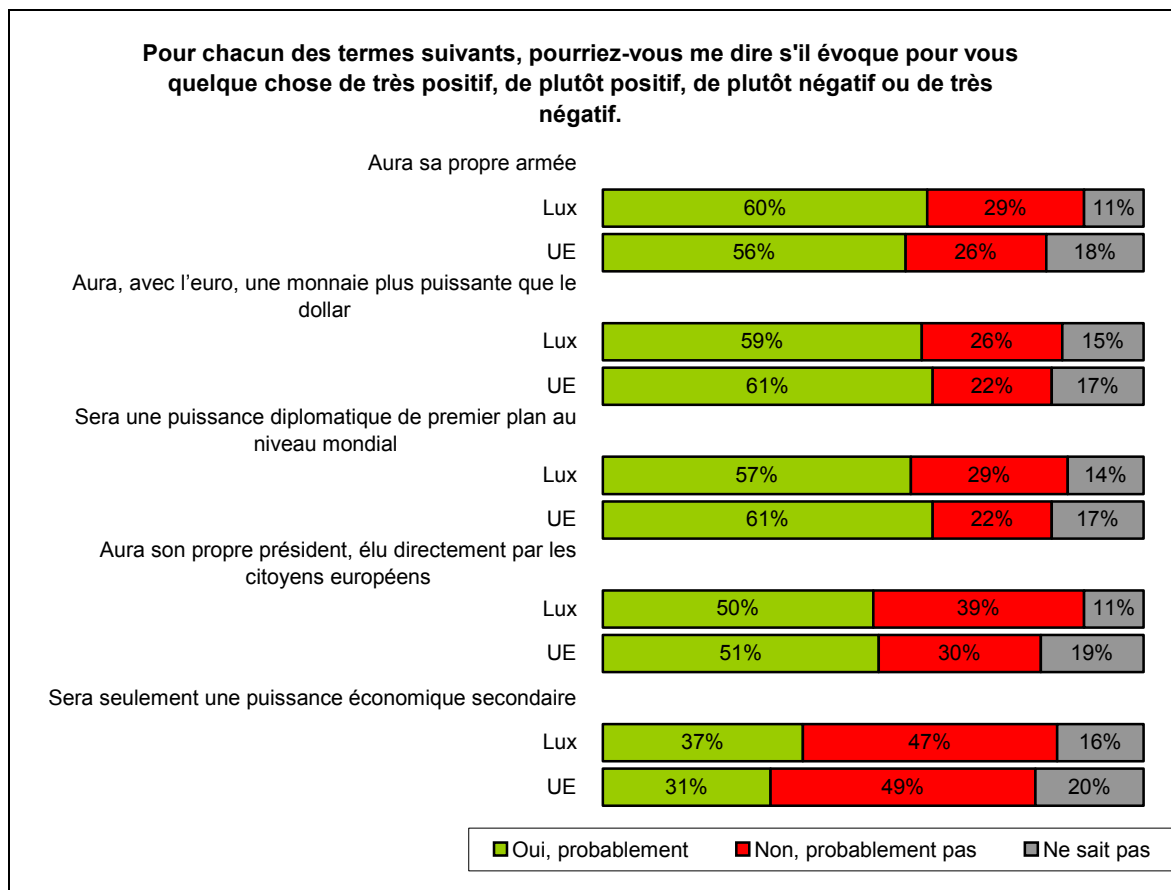
Dans le rapport d'automne 2006 nous avons constaté que le Luxembourg faisait partie des trois pays les plus opposés aux futurs élargissements de l'UE avec seulement 32% d'opinions favorables. Cette année, le Luxembourg accentue encore cette position avec 7 points de baisse d'opinion en faveur de l'élargissement de l'UE et se classe ainsi en toute dernière position des Etats membres avec seulement 25% d'opinions favorables.

Pour ce qui est de la Constitution européenne, les taux d'accord et de désaccord sont pratiquement identiques au niveau national et à celui de l'Union européenne ; avec 66% d'opinions favorables, ils dépassent de près de 10 points le résultat du référendum sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe de juillet 2005

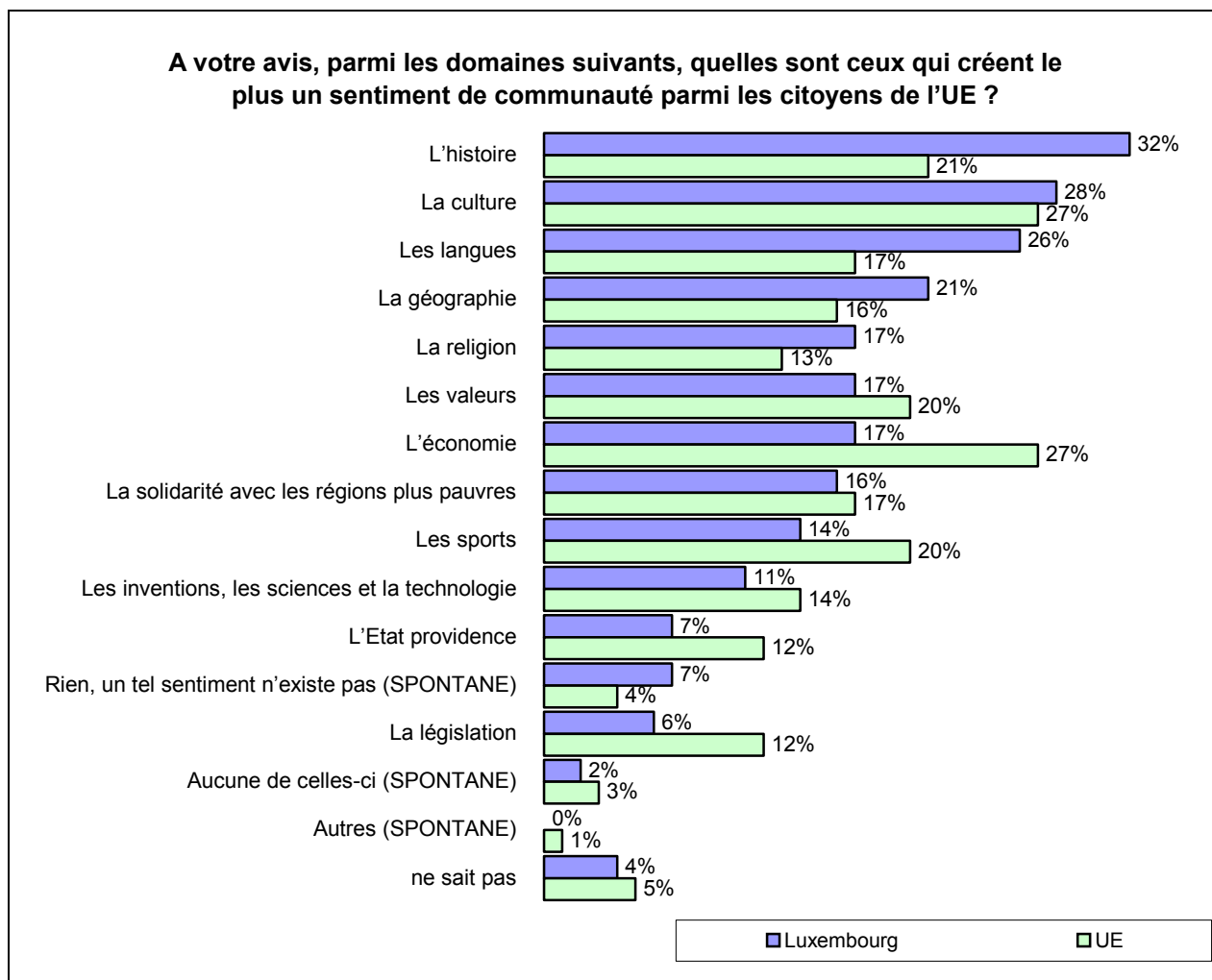
V.3. Le futur de l'Union européenne



Au Luxembourg 69% des sondés sont optimistes quant au futur de l'Union européenne. Il est intéressant de constater que ce taux est parfaitement en ligne avec les résultats de la moyenne des pays européens. Plus d'un quart de l'échantillon est cependant pessimiste.

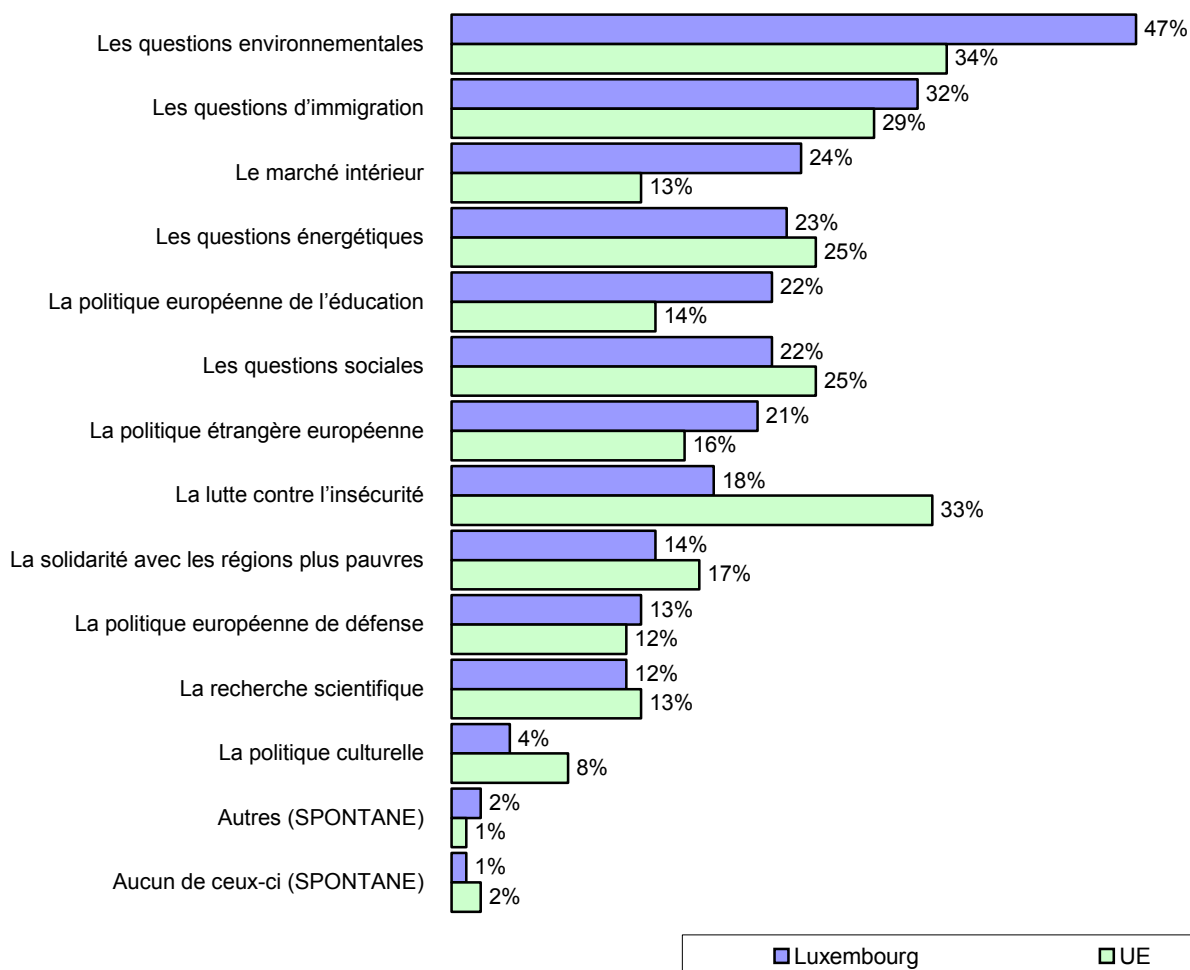


Ce graphique nous montre différentes possibilités qui pourraient se présenter dans les années à venir. La moitié des sondés au Luxembourg et dans l'Union européenne verrait bien que l'Union européenne ait probablement son propre président élu directement par les citoyens européens. Seulement 37% (UE: 31%) pensent que l'Union européenne sera une puissance économique secondaire, 59% (UE: 61%) considèrent que l'euro sera une monnaie plus puissante à l'avenir que le dollar. De plus, 57% d'entre eux pensent que l'Union européenne sera une puissance diplomatique de premier plan au niveau mondial et qu'elle aura sa propre armée (60%, UE: 56%).



En ce qui concerne les domaines qui créent le plus de sentiment de communauté, l'histoire et la culture dominent (respectivement 32% et 28% au niveau luxembourgeois) suivies des langues (26%) et de la géographie (21%). Par rapport à l'économie, il y a une forte différence (-10 points) entre le niveau luxembourgeois et celui de l'UE, mais le même écart est présent, à l'inverse, pour l'histoire.

A votre avis, sur quels aspects les institutions européennes devraient-elles mettre l'accent au cours des prochaines années pour renforcer l'UE à l'avenir ?



Pour le futur, les citoyens au Luxembourg aimeraient que les aspects suivants soient mis en avant afin de renforcer l'Union européenne. En première position, avec 47% des réponses, il serait nécessaire de renforcer la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique. L'immigration (32%), le marché intérieur (24%), et les questions énergétiques (23%) sont les domaines où, selon notre échantillon, il serait nécessaire de mettre l'accent. Il est important d'observer l'écart entre le niveau luxembourgeois et celui de l'UE par rapport à la lutte contre l'insécurité (LU: 18%, UE: 33%).

EUROBAROMETRE « Standard » 67.2 SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 10 avril et le 15 mai 2007, TNS Opinion & Social, un consortium créé entre Taylor Nelson Sofres et EOS Gallup Europe, a réalisé la vague 67.2 de l'EUROBAROMÈTRE à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, Direction Générale de la Communication, unité « Analyse de l'opinion publique et des médias ».

L'EUROBAROMETRE STANDARD 67.2 fait partie de la vague 67.2 et couvre la population de 15 ans et plus - ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne - et résidant dans un des pays Membres de l'Union européenne. L'EUROBAROMETRE STANDARD 67.2 a été conduit également dans les deux pays candidats (la Croatie et la Turquie) et en Communauté Turque Chypriote. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (*Computer Assisted Personal Interview*) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

ABREVIATIONS	PAYS	INSTITUTS	N° ENQUETES	DATES		POPULATION 15+
				TERRAIN		
BE	Belgique	TNS Dimarso	1011	11/04/2007	07/05/2007	8.650.994
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1039	13/04/2007	26/04/2007	6.671.699
CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1043	13/04/2007	04/05/2007	8.571.710
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1002	10/04/2007	14/05/2007	4.411.580
DE	Allemagne	TNS Infratest	1513	10/04/2007	09/05/2007	64.361.608
EE	Estonie	TNS Emor	1005	16/04/2007	14/05/2007	887.094
EL	Grèce	TNS ICAP	1000	10/04/2007	08/05/2007	8.693.566
ES	Espagne	TNS Demoscopia	1000	10/04/2007	10/05/2007	37.024.972
FR	France	TNS Sofres	1013	10/04/2007	08/05/2007	44.010.619
IE	Irlande	TNS MRBI	1000	10/04/2007	10/05/2007	3.089.775
IT	Italie	TNS Abacus	1010	10/04/2007	08/05/2007	48.892.559
CY	Rép. de Chypre	Synovate	502	11/04/2007	07/05/2007	596.752
CY(tcc)	Rép. Turque Chypriote	KADEM	500	10/04/2007	06/05/2007	157.101
LV	Lettonie	TNS Latvia	1013	13/04/2007	15/05/2007	1.418.596
LT	Lituanie	TNS Gallup Lithuania	1018	10/04/2007	05/05/2007	2.803.661
LU	Luxembourg	TNS ILReS	511	10/04/2007	07/05/2007	374.097
HU	Hongrie	TNS Hungary	1006	12/04/2007	10/05/2007	8.503.379
MT	Malte	MISCO	500	10/04/2007	30/04/2007	321.114
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1009	10/04/2007	10/05/2007	13.030.000
AT	Autriche	Österreichisches Gallup-Institut	1011	10/04/2007	01/05/2007	6.848.736
PL	Pologne	TNS OBOP	1000	10/04/2007	02/05/2007	31.967.880
PT	Portugal	TNS EUROTESTE	1011	14/04/2007	07/05/2007	8.080.915
RO	Roumanie	TNS CSOP	1019	10/04/2007	08/05/2007	18.173.179
SI	Slovénie	RM PLUS	1013	10/04/2007	09/05/2007	1.720.137
SK	Slovaquie	TNS AISA SK	1106	13/04/2007	01/05/2007	4.316.438
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	1038	16/04/2007	09/05/2007	4.348.676
SE	Suède	TNS GALLUP	1005	10/04/2007	10/05/2007	7.486.976
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1319	10/04/2007	07/05/2007	47.685.578
HR	Croatie	Puls	1000	10/04/2007	07/05/2007	3.722.800
TR	Turquie	TNS Piar	1005	10/04/2007	10/05/2007	47.583.830
TOTAL			29222	10/04/2007	15/05/2007	444.406.021

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Pourcentages observés	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
Limites de confiance	± 1.9 points	± 2.5 points	± 2.7 points	± 3.0 points	± 3.1 points